



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

REPUBLIQUE DU MALI
MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES
FINANCES
Comité de Balance des Paiements

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

MALI 2005



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

REPUBLIQUE DU MALI
MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES
FINANCES
Comité de Balance des Paiements

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

MALI 2005

TABLE DES MATIERES

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS	5
RESUME	7
INTRODUCTION	9
1 - Conjoncture économique et financière internationale	9
2 - Evolution de la situation économique, financière et monétaire au Mali	11
A - ANALYSE DE LA BALANCE DES PAIEMENTS	15
I - COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES	17
1 - Evolution de la balance commerciale	18
1.1 - Evolution des exportations	18
1.2 - Evolution des importations	20
1.3 - Répartition géographique du commerce extérieur	22
2 - Evolution de la balance des services	24
2.1 - Transports	24
2.2 - Voyages	25
2.3 - Services fournis ou reçus par les administrations publiques	25
2.4 - Autres services	26
3 - Evolution de la balance des revenus	26
4 - Evolution de la balance des transferts courants	27
4.1 - Transferts courants des administrations publiques	27
4.2 - Transferts courants des autres secteurs	28
II - COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES	28
1 - Compte de capital	28
2 - Compte d'opérations financières	29
2.1 - Investissements directs	29
2.2 - Investissements de portefeuille et dérivés financiers	30
2.3 - Autres investissements	30
2.4 - Avoirs de réserve	30
B - ANALYSE DE LA POSITION EXTERIEURE	31
I - BANQUES DE DEPOTS	31
II - BANQUE CENTRALE	31
III - POSITION EXTERIEURE GLOBALE	33
C - ANNEXES	35
Annexe 1 : Note méthodologique sur l'élaboration de la balance des paiements du Mali	35
Annexe 2 : Ajustements des données monétaires	39
Annexe 3 : Tableaux complémentaires sur l'évolution des comptes	40

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

AP	: ADMINISTRATIONS PUBLIQUES
ASECNA	: AGENCE POUR LA SECURITE DE LA NAVIGATION AERIENNE EN AFRIQUE ET A MADAGASCAR
BCEAO	: BANQUE CENTRALE DES ETATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST
BOAD	: BANQUE OUEST AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT
CAF	: COUT, ASSURANCE ET FRET (SE DIT DE LA VALEUR D'UNE MARCHANDISE INCLUANT LES FRAIS DE TRANSPORT ET D'ASSURANCE)
DGD	: DIRECTION GENERALE DES DOUANES
DGDP	: DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE
DNCC	: DIRECTION NATIONALE DU COMMERCE ET DE LA CONCURRENCE
DNSI	: DIRECTION NATIONALE DE LA STATISTIQUE ET DE L'INFORMATIQUE
DNTCP	: DIRECTION NATIONALE DU TRESOR ET DE LA COMPTABILITE PUBLIQUE
FAB ou FOB	: FRANCO A BORD OU FREE ON BORD (SE DIT DE LA VALEUR D'UNE MARCHANDISE, NON COMPRIS LES FRAIS DE TRANSPORT, D'ASSURANCE, ETC., SUPPORTES AU-DELA DE LA FRONTIERE DU PAYS EXPORTATEUR)
FCFA	: FRANC DE LA COMMUNAUTE FINANCIERE AFRICAINE
FED	: FONDS EUROPEEN DE DEVELOPPEMENT
FMI	: FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
PIB	: PRODUIT INTERIEUR BRUT
PNUD	: PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT
PPTE	: PAYS PAUVRES TRES ENDETTES (INITIATIVE EN FAVEUR DES)
RCI	: REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE
SYSCOA	: SYSTEME COMPTABLE OUEST AFRICAIN
TOFE	: TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT
UEMOA	: UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE OUEST AFRICAINE
UMOA	: UNION MONETAIRE OUEST AFRICAINE
URTNA	: UNION DES RADIOS ET TELEVISIONS NATIONALES AFRICAINES

RESUME

La conjoncture économique internationale en 2005 a été marquée par la poursuite de la croissance mondiale au rythme moyen de 4,9%, en dépit des catastrophes naturelles survenues dans certaines régions du monde et de l'envolée des prix du pétrole. Cette évolution intervenue après la performance exceptionnelle de l'année 2004, avec un taux de croissance réelle de 5,3%, montre la solidité de la reprise entamée il y a quelques années.

Sur le marché des matières premières, on note que la plupart d'entre elles ont vu leurs cours progresser, dans le sillage de l'or dont le cours moyen annuel a été de 445,3 dollars l'once (+8,8% par rapport à 2004) et du pétrole avec le prix moyen du baril qui a augmenté de 39,6% en 2005. Se situant à l'écart de cette tendance, les cours déjà bas de la fibre de coton se sont affaiblis en 2005 en se réduisant à 52,2 cents la livre, après 55,9 cents un an auparavant. Les subventions accordées aux cotonculteurs des pays industrialisés et la hausse des rendements moyens ont contribué à l'abondance de l'offre qui a engendré cette déprime des cours.

Quant au marché des changes, il a été marqué par la réévaluation du yuan chinois (+2,1% par rapport au dollar des Etats-Unis) et son rattachement à un panier de devises, ainsi que par le raffermissement de l'euro face au dollar US (+0,02%), à la livre sterling (+0,75%) et au yen (+1,76%). S'agissant de l'évolution du franc CFA par rapport aux monnaies ouest-africaines, elle a été plus contrastée en 2005. En effet, pendant que le cedi ghanéen et le franc guinéen se dépréciaient respectivement de 1,0% et 30,2% vis-à-vis de la monnaie communautaire, le naira (Nigeria) et le dalasi (Gambie) se sont appréciés, respectivement de 1,4% et 0,4% en 2005.

Au sein de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), un regain d'activité a été enregistré en 2005 avec un taux de croissance du PIB réel de 4,1%, après 2,8% l'année précédente, grâce essentiellement aux performances des sous-secteurs agricole et aurifère. Pour ce qui est de l'évolution du niveau général des prix, elle s'est soldée par un taux d'inflation de 4,4% en 2005, après 0,5% précédemment. Cette poussée inflationniste est consécutive à la flambée des cours du pétrole et à l'insuffisance de l'offre de produits vivriers après la baisse de la production agricole de l'année 2004.

Au Mali, l'activité économique a retrouvé un certain dynamisme en 2005, avec une croissance du PIB réel de 6,1%, contre 2,3% l'année précédente, grâce notamment aux secteurs primaire et secondaire. A l'instar des autres pays de l'UEMOA, l'évolution des prix au Mali s'est soldée par un taux d'inflation de 6,4% en 2005, après -3,1% une année plus tôt, suite à la hausse des prix du pétrole et à l'insuffisance de l'offre céréalière, la production intérieure ayant chuté de 10,1% au terme de la campagne agricole 2004/2005. Par ailleurs, le déficit des finances publiques s'est aggravé de 27.200 millions, avec un montant (base engagements et hors dons) de 211.000 millions de FCFA, soit 7,3% du PIB. La situation monétaire à fin 2005, pour sa part, a été caractérisée par le renforcement de la position extérieure nette des institutions monétaires (+15,6%), l'accroissement du crédit intérieur (+7,3%) et une progression notable de la masse monétaire (+9,5%).

Compte tenu de l'environnement international et de la conjoncture intérieure ainsi rappelés, les transactions économiques et financières entre le Mali et le reste du monde pendant l'année 2005 se sont soldées par un excédent global de la balance des paiements de 47.056 millions de FCFA et une position extérieure globale en fin de période de -1.717.596 millions de FCFA, en aggravation de 5.325 millions par rapport à l'année précédente.

L'excédent du solde global de la balance des paiements est consécutif à l'amélioration du compte de capital et d'opérations financières, le solde du compte courant s'étant détérioré au terme de l'année sous revue. En effet, le compte des transactions courantes est ressorti déficitaire de 230.883 millions de FCFA, en aggravation de 14.831 millions par rapport au montant de l'année 2004. Toutefois, en part du PIB, il est quasiment stable avec un déficit de 8,0% (10,1% hors transferts officiels) en 2005, contre 8,2% (10,2% hors transferts officiels) en 2004. La détérioration du montant du solde courant est imputable aux flux commerciaux, de services et de revenus, les transferts courants nets s'étant accrus au terme de la période sous revue. Sous l'impulsion des importations, elles-mêmes tirées par les produits pétroliers et alimentaires importés, la balance commerciale s'est établie à -76.265 millions de FCFA en 2005, en aggravation de 14.750 millions par rapport à l'année précédente. La progression des exportations (+12,6%), attribuable aux ventes d'or non monétaire, a, en effet, été insuffisante pour contrebalancer celle des importations (+13,8%). De même, influencée par le fret à l'importation, ainsi que par les autres services (communication, BTP et assurance du fret), la balance des services s'est détériorée de 7,8% pour s'inscrire à -165.492 millions de FCFA en 2005. Quant aux flux nets de revenus, ils sont ressortis à -109.159 millions de FCFA, reflétant l'aggravation du déficit des revenus d'investissements suite à l'augmentation de la rémunération des capitaux investis dans l'exploitation minière et les télécommunications. En ce qui concerne les transferts courants nets, ils se sont accrus de 17,7% en atteignant 120.033 millions de FCFA en 2005, à la faveur d'une hausse des dons-budgétaires (+35,1%) et d'une reprise des envois de fonds des travailleurs (+10,8%).

S'agissant du compte de capital et d'opérations financières, il enregistre une quasi-stabilité du solde des transferts de capital, avec un montant de 108.906 millions de FCFA en 2005, dont 72.500 millions de dons-projets et 30.052 millions de ressources PPT. Pour ce qui est du compte d'opérations financières, son évolution est empreinte de l'accroissement des flux nets d'investissements directs (en capital social, bénéfiques réinvestis et engagements divers), notamment dans l'exploitation minière et les télécommunications. Concernant les flux nets de capitaux publics, on note une augmentation de 37.574 millions de leur montant qui s'est fixé à 83.400 millions de FCFA en 2005, du fait de tirages plus élevés (+28.100 millions).

Au total, le solde global de la balance des paiements est ressorti à 47.056 millions de FCFA en 2005, après -64.091 millions de FCFA l'année précédente. Ce résultat a permis un renforcement des avoirs extérieurs nets de la BCEAO de 80.453 millions de FCFA, compensant largement la hausse de 33.397 millions des engagements extérieurs nets des banques.

Au niveau de la position extérieure globale (PEG) à fin 2005, la forte augmentation des engagements nets en investissements directs (120.921 millions) et de portefeuille (20.786 millions) a été pratiquement contrebalancée par la baisse des engagements nets sur les autres investissements (69.434 millions) et la hausse des avoirs de réserve (66.948 millions). Ainsi, la PEG s'est fixée à -1.717.596 millions de FCFA à fin décembre, en détérioration de 5.325 millions (ou 0,3%) par rapport au montant de fin 2004. Dans ce montant, l'encours de la dette publique extérieure (avant allègements et y compris les engagements vis-à-vis du FMI) s'est chiffré à 1.735.200 millions de FCFA à fin 2005, soit 60,0% du PIB, en diminution de 78.970 millions (ou 8,9 points de pourcentage du PIB) par rapport à 2004.

INTRODUCTION

1 - Conjoncture économique et financière internationale¹

Après la performance exceptionnelle de l'année précédente, l'activité économique dans le monde est demeurée allante en 2005, nonobstant les catastrophes naturelles survenues dans certaines régions et l'envolée des prix du pétrole, confirmant ainsi la solidité de la reprise entamée il y a quelques années.

Le rythme de progression de l'économie mondiale est ressorti à 4,9% en 2005, après 5,3% auparavant, suite notamment au ralentissement intervenu dans la plupart des économies avancées. En effet, le taux de croissance du PIB réel s'est limité à 3,2% aux Etats-Unis, 1,3% dans la zone euro et 1,9% au Royaume-Uni, contre respectivement 3,9%, 2,1% et 3,3% en 2004, en raison essentiellement d'une moindre vigueur de la demande intérieure. Bien qu'entravée par la hausse des cours du pétrole, l'activité a été soutenue dans les pays émergents, avec un taux de progression du PIB réel de 6,4% en 2005, en retrait de 0,9 point par rapport à l'année précédente. De même, la croissance économique en Afrique s'est poursuivie au cours de l'année sous revue, avec un taux de 5,4%, soit 0,1 point de moins qu'en 2004, à cause du bas niveau des cours des matières premières agricoles et des mauvaises récoltes dans plusieurs régions du continent.

Toutefois, le ralentissement quasi général de l'activité économique dans les pays industrialisés n'a pas affecté le marché du travail qui a enregistré un recul du taux de chômage limité à 5,1% aux Etats-Unis (-0,4 point), 8,6% dans la zone euro (-0,3 point), 4,4% au Japon (-0,3 point). De même, les tensions inflationnistes ont été relativement contenues, en dépit de la hausse des cours mondiaux du pétrole et du dynamisme du marché du travail. En effet, le taux d'inflation s'est inscrit à 3,4% aux Etats-Unis (2,7% en 2004), 2,2% dans la zone euro (stable) et -0,3% au Japon. En rapport avec ces données, la politique monétaire a consisté essentiellement en des relèvements de taux directeurs aux Etats-Unis et dans la zone euro, un taux d'escompte inchangé et des injections de liquidités au Japon.

Au niveau des marchés financiers, l'optimisme des opérateurs s'est traduit par un redressement des indices boursiers sur les grandes places, à l'exception notable du Dow Jones (New York) qui a totalisé 10.717,5 points à fin 2005, soit 0,6% de moins que l'année précédente. Quant au marché des changes, il a été marqué par la réévaluation du yuan chinois et le raffermissement de l'euro. En effet, la monnaie chinoise a été réévaluée de 2,1% par rapport au dollar des Etats-Unis et rattaché à un panier de devises. Pour sa part, l'euro a gagné du terrain face au dollar US (+0,02%), à la livre sterling (+0,75%) et au yen (+1,76%). Du fait de son ancrage nominal à l'euro, le franc CFA a connu une évolution identique face aux mêmes devises. En revanche, face aux monnaies ouest-africaines, l'évolution du franc CFA a été plus contrastée en 2005. En effet, pendant que le cedi ghanéen et le franc guinéen se dépréciaient respectivement de 1,0% et 30,2% vis-à-vis de la monnaie communautaire, le naira (Nigeria) et le dalasi (Gambie) se sont appréciés, respectivement de 1,4% et 0,4% en 2005. Le tableau ci-après retrace l'évolution des principales devises par rapport au franc CFA.

¹ : Sources des données : Rapport annuel 2004 de la BCEAO et World Economic Outlook (avril et septembre 2005) du FMI.

	2004	2005	Variations
	francs CFA par unité de devise		%
Droit de tirage spécial	781,8824	779,3727	-0,32
Dollar des Etats-Unis	528,1778	527,2542	-0,17
Franc suisse	424,5493	423,6627	-0,21
Livre sterling	966,9948	959,2820	-0,80
Yen japonais	4,8827	4,7933	-1,83

Source : Reuters.

Evolution des taux de change annuels moyens

Concernant les matières premières, la plupart d'entre elles ont vu leurs cours progresser en 2005, dans le sillage de l'or et du pétrole. Dans son rôle de valeur refuge face à la faiblesse du dollar, le cours du métal jaune s'est inscrit à 537,5 dollars l'once à fin 2005, contre 430,0 dollars un an plus tôt, pour un cours moyen annuel de 445,3 dollars, soit 8,8% de plus qu'en 2004. S'agissant du pétrole, le cours moyen du baril sur le New York Mercantile Exchange s'est accru de 39,6% en 2005 en atteignant 57,3 dollars, en liaison avec la vigueur de la demande, d'une part, et les incertitudes sur les capacités de production, eu égard aux tensions socio-politiques dans les principales régions exportatrices (Golfe persique, Venezuela, Russie, Nigeria). A l'inverse, les cours déjà bas de la fibre de coton se sont affaiblis en 2005 en se réduisant à 52,2 cents la livre, après 55,9 cents un an auparavant. Les subventions accordées aux cotonculteurs des pays industrialisés et la hausse des rendements moyens ont contribué à l'abondance de l'offre qui a engendré cette déprime des cours.

Au sein de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), un regain d'activité a été enregistré en 2005 avec un taux de croissance du PIB réel de 4,1%, après 2,8% l'année précédente, grâce essentiellement aux performances des sous-secteurs agricole et aurifère. Pour ce qui est de l'évolution du niveau général des prix, elle s'est soldée par un taux d'inflation (variation de l'indice harmonisé des prix à la consommation) de 4,4% en 2005 dans l'UEMOA, après 0,5% précédemment. Cette poussée inflationniste est consécutive à la flambée des cours du pétrole évoquée ci-avant et à l'insuffisance de l'offre de produits vivriers imputable à la baisse de la production agricole de l'année 2004 (-3,1%).

Dans le domaine des finances publiques, le déficit global (base engagements et hors dons) s'est fixé à 1.080,6 milliards de FCFA ou 4,5% du PIB en 2005 pour l'ensemble de l'Union, en hausse de 1,0 milliard par rapport à 2004. Quant à l'évolution des paiements extérieurs, elle s'est soldée par un excédent de la balance globale de 58,1 milliards de FCFA, contre 210,6 milliards en 2004, en raison d'une aggravation du déficit du compte courant qui s'est établi, hors transferts officiels, à 1.687,6 milliards de FCFA (ou 7,0% du PIB), après 1.286,5 milliards (ou 5,7% du PIB) auparavant. Au plan de la mobilisation des ressources extérieures en appui aux programmes économiques et financiers exécutés dans les Etats de l'Union, un financement global de 473,3 milliards a été reçu en 2005, soit 16,2 milliards de plus que l'année précédente. En ce qui concerne la situation de la dette publique extérieure, elle a été marquée par une augmentation du stock qui s'est chiffré à 14.325,1 milliards de FCFA (ou 59,9% du PIB) à fin 2005, soit de 5,1% par rapport à 2004. Le service dû est ressorti à 1.078,4 milliards de FCFA (ou 14,0% des exportations de biens et services non facteurs), en hausse de 90,7 milliards par rapport au montant de l'année 2004. Les allègements de dette obtenus dans le cadre

de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés se sont inscrits à 140,1 milliards de FCFA en 2005. S'agissant des accumulations d'arriérés de paiements extérieurs, elles ont atteint 517,1 milliards de FCFA en 2005, d'où un stock total de 1.997,7 milliards en fin de période.

Au niveau des comptes monétaires, la situation globale de l'UEMOA a été caractérisée à fin 2005 par une consolidation de la position extérieure nette et un accroissement du crédit intérieur et de la masse monétaire. En effet, les avoirs extérieurs nets se sont fixés à 3.327,0 milliards de FCFA à fin 2005, en hausse de 141,8 milliards ou 4,5% par rapport à fin 2004, en raison notamment d'un renforcement de la position extérieure de l'Institut d'émission (+165,5 milliards), celle des banques s'étant dégradée au cours de la même période. Pour ce qui est du crédit intérieur, il a fortement augmenté en ressortant à 4.660,4 milliards de FCFA à fin 2005, soit 10,3% de plus que le niveau atteint à fin 2004, suite à la hausse de 12,0% des crédits à l'économie. Quant aux concours de la BCEAO, ils ont porté sur un montant de 366,4 milliards de FCFA en 2005, en repli de 8,5 milliards par rapport à l'année précédente du fait d'une baisse de 17,7 milliards des concours aux Etats et d'une augmentation de 9,2 milliards des refinancements en faveur des banques et établissements financiers de l'Union.

Sur le plan de la gestion de la politique monétaire, la Banque Centrale a maintenu ses taux directeurs inchangés, à 4,50% pour le réescompte et 4,00% pour la prise en pension. Ce statu quo tient compte de la fragilité de la situation économique dans certains pays et d'une inflation due à des chocs exogènes (déficit céréalier et hausse des prix du pétrole). De même, la BCEAO n'a pas organisé d'opération d'injection ou de reprise de liquidités au cours de l'année 2005, eu égard à la situation de trésorerie bancaire. En revanche, elle a relevé les coefficients des réserves obligatoires au Bénin (+2,0 points à 15,0%), au Burkina Faso (+4,0 points à 7,0%) et au Niger (+4,0 points à 9,0%) à compter du 16 juin 2005, suite à l'expansion des crédits et des pressions inflationnistes marquées.

2 - Evolution de la situation économique, financière et monétaire au Mali²

Après la décélération intervenue l'année précédente, l'activité économique au Mali a retrouvé un certain dynamisme en 2005, grâce notamment aux secteurs primaire et secondaire. En effet, la croissance du PIB, en termes réels, a été de 6,1% en 2005, contre 2,3% l'année précédente. En francs courants, la richesse totale créée a atteint 2.894,0 milliards de FCFA, en hausse de 10,0% par rapport à l'année 2004.

Au terme de l'année sous revue, la valeur ajoutée du secteur primaire a progressé de 6,6%, tirée par la branche "Agriculture" qui a crû à un taux de 10,1%, suite aux conditions climatiques favorables qui ont prévalu lors de la campagne agricole 2005/2006. La pluviosité normale et bien répartie n'a toutefois pas profité à la filière cotonnière, la récolte de coton-graine n'ayant porté que sur 534.122 tonnes, soit 8,7% de moins que l'année précédente. Pour leurs parts, les autres branches du secteur ont réalisé des performances modestes, en l'occurrence des taux de croissance de 3,4% pour la pêche et la sylviculture et de 1,6% pour l'élevage.

En ce qui concerne le secteur secondaire, il a enregistré la plus forte progression en 2005, avec un taux d'accroissement de sa valeur ajoutée de 8,2%, grâce au dynamisme des industries extractives et de la branche "Electricité". En effet, la croissance dans ces deux branches est ressortie à 19,3% et 10,2%, respectivement, en liaison avec l'entrée en exploitation de la mine de Loulo et l'extension du réseau électrique du pays. Influencées par le poids prépondérant de l'activité d'égrenage du coton, les industries manufacturières ont stagné en 2005, à la suite du tassement de la production cotonnière de la campagne 2004/2005. La branche " Bâtiments et travaux publics ", quant à elle, n'a progressé que de 4,0% au cours de la période, reflétant la décélération intervenue sur les principaux chantiers.

2 : Sources des données : DNSI, DNTCP (TOFE), BCEAO.

Au niveau du secteur tertiaire, la forte progression de la branche "Transports et télécommunications", soit 14,8%, a été partiellement contrebalancée par l'atonie des activités commerciales (1,4%) et financières (-0,5%), ainsi que des autres services marchands non financiers (-0,3%). Au total, la croissance de la valeur ajoutée du secteur s'est établie à 4,6% en 2005, contre 7,1% l'année précédente.

Pour ce qui est de l'évolution des prix en 2005, elle a été marquée par la hausse des prix du pétrole et l'insuffisance de l'offre céréalière suite à la chute de 10,1% de la production intérieure au terme de la campagne 2004/2005. Ainsi, le taux d'inflation, mesuré par la variation moyenne de l'Indice harmonisé des prix à la consommation, est ressorti à 6,4% en 2005, après -3,1% une année plus tôt.

Dans le domaine des finances publiques, l'exécution des opérations financières de l'Etat en 2005 s'est traduite par une aggravation du déficit global, base engagements et hors dons, de 27,2 milliards de FCFA ou 14,8%, avec un montant de 211,0 milliards de FCFA, soit 7,3% du PIB. Cette évolution résulte d'une forte augmentation des dépenses totales et prêts nets qui se sont inscrits à 717,6 milliards de FCFA, soit 24,8% du PIB, en hausse de 82,4 milliards ou 13,0% par rapport au montant de l'année 2004 qui représentait 24,1% du PIB. En fait, c'est la variation des prêts nets (-9,0 milliards en 2004 contre +23,3 milliards en 2005) qui explique en grande partie ce déficit. S'agissant des dépenses courantes, elles se sont chiffrées à 375,7 milliards de FCFA en 2005, dont 137,8 milliards de dépenses de personnel, contre 343,6 milliards dont 121,6 milliards au titre des charges de personnel une année plus tôt. Rapportées aux recettes fiscales, les dépenses courantes et les charges de personnel sont passées respectivement de 88,1% et 31,2% en 2004 à 84,4% et 31,0% en 2005. Les recettes totales, quant à elles, se sont inscrites à 506,6 milliards de FCFA au titre de la période sous revue, dont 445,1 milliards de recettes fiscales, après 451,4 milliards en 2004 dont 390,0 milliards de FCFA de recettes fiscales. Rapportées au PIB, les recettes totales sont ressorties à 17,5% en 2005, contre 17,1% l'année précédente, alors que les recettes fiscales sont passées de 14,8% à 15,4% au cours de la même période. Les dons, pour leur part, ont atteint 117,5 milliards (ou 4,1% du PIB et 18,1% des dépenses budgétaires) en 2005, après 107,6 milliards (ou 4,1% du PIB et 17,9% des dépenses budgétaires) en 2004.

Concernant la situation monétaire à fin 2005, elle a été caractérisée par le renforcement de la position extérieure nette des institutions monétaires, l'accroissement du crédit intérieur et une progression notable de la masse monétaire. En effet, les avoirs extérieurs nets se sont fixés à 424,7 milliards de FCFA, en hausse de 57,2 milliards ou 15,6% par rapport à leur niveau de fin 2004, du fait d'une amélioration de 80,6 milliards de la position extérieure de la Banque Centrale, celle des autres institutions financières s'étant détériorée au terme de la période sous revue. De même, par rapport à l'année précédente, l'encours du crédit intérieur s'est accru de 33,5 milliards (ou 7,3%) pour s'établir à 489,6 milliards de FCFA à fin 2005. Cette évolution est imputable à l'Etat, la position nette du Gouvernement (PNG) s'étant dégradée de 33,1 milliards de FCFA au cours de cette période. Pour ce qui est de la masse monétaire, elle s'est inscrite à 840,3 milliards de FCFA à fin 2005, soit 73,1 milliards ou 9,5% de plus que son montant de fin 2004, reflétant ainsi l'évolution de ses contreparties.

Eu égard à l'environnement international et à la conjoncture intérieure succinctement décrits ci-avant, les transactions économiques et financières entre le Mali et le reste du monde pendant l'année 2005 ont été caractérisées par un excédent global de la balance des paiements de 47,1 milliards de FCFA, contre un déficit de 64,1 milliards en 2004, en raison de la détérioration du solde du compte courant. En outre, la position extérieure globale du Mali à fin 2005 s'est fixée à -1.717,6 milliards de FCFA, en aggravation de 5,3 milliards par rapport à l'année précédente suite à une

augmentation significative des engagements des agents privés, l'endettement public net s'étant réduit au terme de la période.

Le présent rapport qui résume les relations économiques et financières extérieures du Mali au titre de l'année 2005 se subdivise en trois parties, à savoir :

- l'évolution des comptes de la balance des paiements (transactions courantes, opérations en capital et financières) ;
- la situation des encours de la position extérieure globale ;
- les annexes.

A - ANALYSE DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

Les tableaux 1 et 1 bis ci-dessous présentent une synthèse de l'évolution des transactions de balance des paiements du Mali sur la période allant de 2001 à 2005. Le tableau 1 correspond à la présentation standard résumée, conformément à la cinquième édition du Manuel de balance des paiements du Fonds Monétaire International. Le tableau 1 bis (présentation "optique BCEAO") est une présentation analytique permettant de dégager un solde (monétaire) global qui correspond à la variation des avoirs extérieurs nets des institutions monétaires, après prise en compte des effets de réévaluation découlant des fluctuations de change et de quelques autres ajustements qui sont présentés en annexe 2. La différence entre les deux présentations apparaît au niveau du compte d'opérations financières, sur les rubriques "investissements de portefeuille" et "autres investissements". Dans la présentation FMI, ces rubriques regroupent les opérations de tous les agents économiques, alors que dans la présentation "optique BCEAO", les rubriques "investissements de portefeuille" et "autres investissements" excluent celles de la BCEAO et des banques. Un solde global de la balance des paiements est ainsi dégagé. Les opérations de la BCEAO et des banques sont alors présentées sous forme de financement (ou utilisation) de ce solde global.

Tableau 1 : Evolution de la balance des paiements

RUBRIQUES	2001	2002	2003*	2004	2005
	(en millions de FCFA)				
COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES	-227 272	-103 720	-157 490	-216 052	-230 883
Biens	-7 008	113 370	-35 160	-61 515	-76 265
dont marchandises générales	-359 469	-285 966	-357 610	-333 058	-434 854
PM Exportations FOB	531 590	609 944	539 262	515 835	580 673
Importations FOB	-538 598	-496 574	-574 422	-577 350	-656 938
Importations CAF	-717 505	-643 745	-734 578	-734 897	-826 075
Services nets	-198 057	-151 667	-149 936	-153 552	-165 492
Transports	-176 583	-145 639	-156 720	-164 909	-171 930
Voyages	38 494	47 230	46 679	39 052	37 688
Serv. fournis ou reçus par les AP	2 450	8 605	7 141	5 717	8 219
Autres services	-62 418	-61 863	-47 036	-33 412	-39 469
Revenus nets	-121 710	-167 410	-92 948	-102 931	-109 159
Rémunération des salariés	2 248	3 472	3 061	2 686	2 847
Revenus des investissements	-123 958	-170 882	-96 009	-105 617	-112 006
Transferts courants nets	99 503	101 987	120 554	101 946	120 033
Transferts courants des AP	48 394	30 840	67 384	51 375	61 087
Transf. courants des autres secteurs	51 109	71 147	53 170	50 571	58 946
COMPTE DE CAPITAL ET D'OP. FINANCIERES	220 489	107 401	130 523	229 285	243 583
Compte de capital	101 858	100 105	96 212	108 647	108 590
Compte d'opérations financières	118 631	7 296	34 311	120 638	134 993
Investissements directs	76 577	168 832	76 043	52 945	118 544
Investissements de portefeuille & dérivés financiers	8 522	37 348	306	-1 599	-7 991
Autres investissements	23 291	-88 101	83 891	-15 188	91 418
dont capitaux publics	81 700	61 000	60 700	45 826	83 400
Avoirs de réserve	10 241	-110 783	-125 929	84 480	-66 978
Erreurs et omissions nettes	6 783	-3 681	26 967	-13 233	-12 700

Sources : BCEAO, DNSI, DGD, DNTCP.

*Rupture de série des avoirs de réserve à partir de 2003 suite au changement de la base de détermination de la circulation fiduciaire.

Tableau 1 bis : Evolution de la balance des paiements (optique BCEAO)

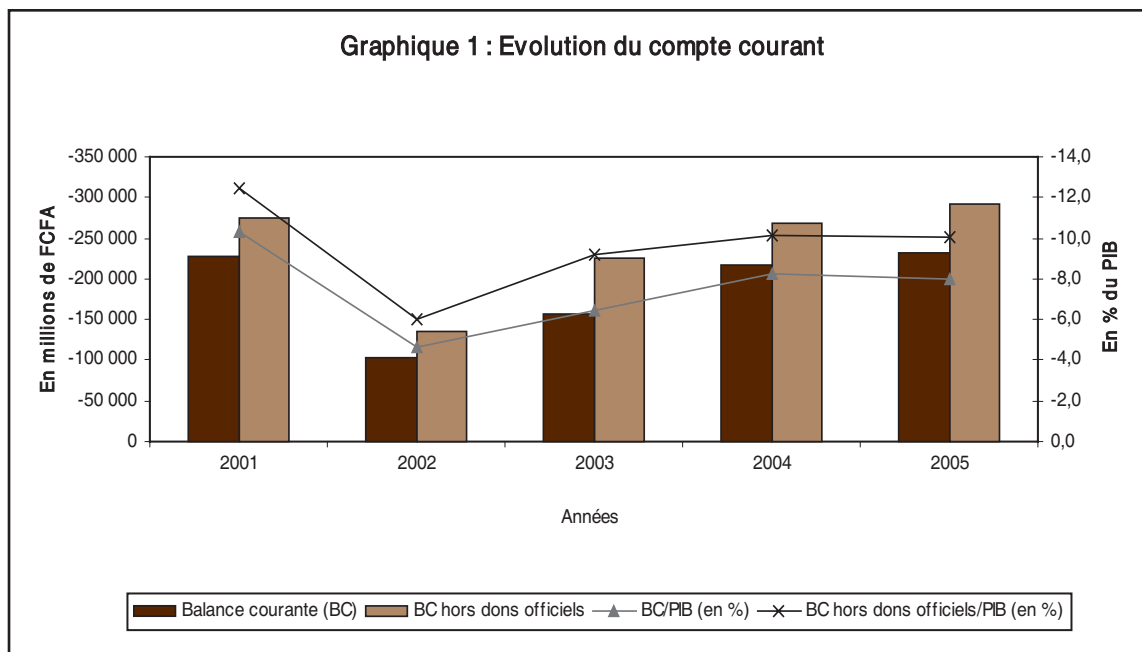
RUBRIQUES	2001	2002	2003*	2004	2005
	(en millions de FCFA)				
COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES	-227 272	-103 720	-157 490	-216 052	-230 883
Biens	-7 008	113 370	-35 160	-61 515	-76 265
dont marchandises générales	-359 469	-285 966	-357 610	-333 058	-434 854
PM Exportations FOB	531 590	609 944	539 262	515 835	580 673
Importations FOB	-538 598	-496 574	-574 422	-577 350	-656 938
Importations CAF	-717 505	-643 745	-734 578	-734 897	-826 075
Services nets	-198 057	-151 667	-149 936	-153 552	-165 492
Transports	-176 583	-145 639	-156 720	-164 909	-171 930
Voyages	38 494	47 230	46 679	39 052	37 688
Serv. fournis ou reçus par les AP	2 450	8 605	7 141	5 717	8 219
Autres services	-62 418	-61 863	-47 036	-33 412	-39 469
Revenus nets	-121 710	-167 410	-92 948	-102 931	-109 159
Rémunération des salariés	2 248	3 472	3 061	2 686	2 847
Revenus des investissements	-123 958	-170 882	-96 009	-105 617	-112 006
Transferts courants nets	99 503	101 987	120 554	101 946	120 033
Transferts courants des AP	48 394	30 840	67 384	51 375	61 087
Transf. courants des autres secteurs	51 109	71 147	53 170	50 571	58 946
COMPTE DE CAPITAL ET D'OP. FINANCIERES	248 488	189 800	255 705	165 194	290 639
Compte de capital	101 858	100 105	96 212	108 647	108 590
Compte d'opérations financières	146 630	89 695	159 493	56 547	182 049
Investissements directs	76 577	168 832	76 043	52 945	118 544
Investissements de portefeuille & dérivés financiers	7 575	36 658	7 672	1 349	2 259
Autres investissements	62 478	-115 795	75 778	2 253	61 246
dont capitaux publics	81 700	61 000	60 700	45 826	83 400
Erreurs et omissions nettes	6 783	-3 681	26 967	-13 233	-12 700
Solde global	27 999	82 399	125 182	-64 091	47 056
Avoirs et engagements extérieurs	-27 999	-82 399	-125 182	64 091	-47 056
Autorités monétaires	11 989	-122 288	-133 303	68 053	-80 453
Avoirs	10 241	-110 783	-125 929	84 480	-66 978
Engagements	1 748	-11 505	-7 374	-16 427	-13 475
Banques de dépôts	-39 988	39 889	8 121	-3 962	33 397
Avoirs	-46 363	21 264	1 920	-15 906	-8 096
Engagements	6 375	18 625	6 201	11 944	41 493

Sources : BCEAO, DNSI, DGD, DNTCP.

*Rupture de série des avoirs de réserve à partir de 2003 suite au changement de la base de détermination de la circulation fiduciaire.

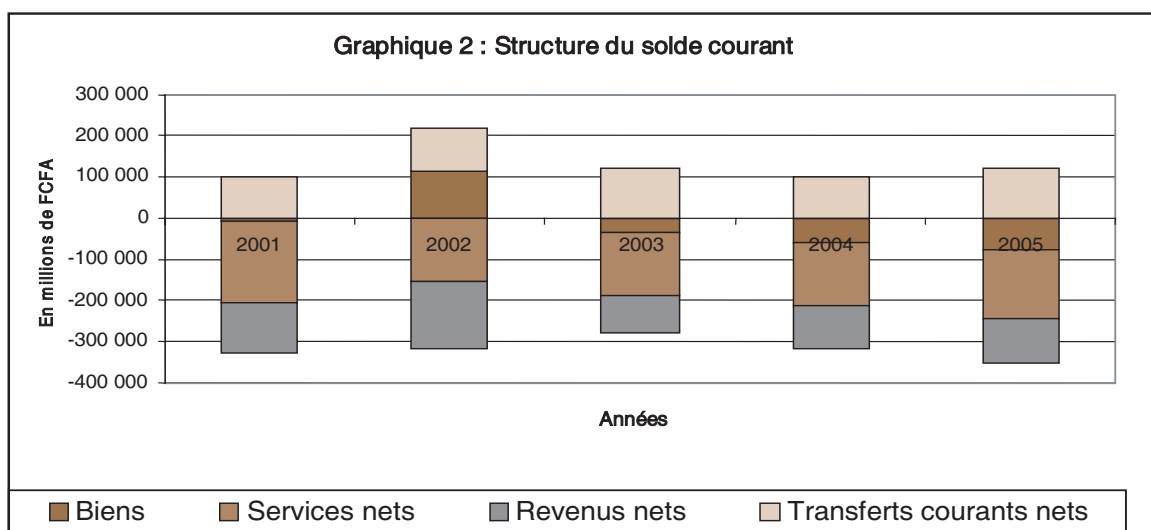
I - COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES

Enregistrant les échanges de ressources réelles (biens, utilisation de facteurs de production et services divers) et de transferts courants que les agents économiques résidents sont amenés à effectuer avec les non-résidents au cours de leurs activités de production ou de consommation pendant une année, le compte des transactions courantes est ressorti déficitaire de 230.883 millions de FCFA, en aggravation de 14.831 millions par rapport au montant de l'année 2004. Rapporté au PIB, le solde du compte courant est quasiment stable avec un déficit de 8,0% (10,1% hors transferts officiels) en 2005, contre 8,2% (10,2% hors transferts officiels) en 2004. Reflétant la structure économique du pays, ce déficit traduit la position d'emprunteur net du Mali. Le graphique 1 retrace l'évolution du compte des transactions courantes entre 2001 et 2005.



Sources : BCEAO et Direction Nationale de la Statistique et de l'Informatique (DNSI).

Quant au graphique 2 ci-dessous, il montre que ce déficit structurel est imputable aux flux commerciaux, de services et de revenus, les transferts courants nets étant positifs. Ceci reflète la faiblesse de l'appareil productif dans les secteurs économiques traditionnels, d'une part, et l'assistance constante dont bénéficie le Mali de la part de l'extérieur, d'autre part.



Sources : BCEAO et Direction Nationale de la Statistique et de l'Informatique (DNSI).

1 - Evolution de la balance commerciale

En 2005, les transactions de commerce extérieur du Mali se sont soldées par une accentuation du déficit structurel de cette rubrique ressorti à 76.265 millions de FCFA, soit 14.750 millions (ou 24,0%) de plus que l'année précédente. L'augmentation significative des exportations a, en effet, été complètement annihilée par une progression plus forte des importations, en liaison notamment avec la flambée de la facture pétrolière et le déficit céréalier issu de la campagne agricole 2004/2005.

1.1 - Evolution des exportations

Au titre de l'année 2005 et sur la base des données ajustées³, les exportations totales ont atteint 580.673 millions de FCFA, en hausse 64.838 millions (ou 12,6%) par rapport au montant réalisé en 2004 (cf. tableau 2). Cette performance appréciable est principalement imputable aux exportations d'or non monétaire, celles portant sur les marchandises générales ayant baissé au cours de la même période.

Tableau 2 : Evolution des exportations de biens

RUBRIQUES	2001	2002	2003	2004	2005	
		(en millions de FCFA)				
Marchandises générales	177 253	206 736	210 214	242 172	221 071	
Biens exportés pour transformation						
Réparation de biens	48	0	89			
Achats de biens dans les ports et aéroports	480	645	2 126	3 096	4 098	
Or non monétaire	353 809	402 563	326 833	270 567	355 504	
TOTAL EXPORT (FOB)	531 590	609 944	539 262	515 835	580 673	

Source : BCEAO, DNSI.

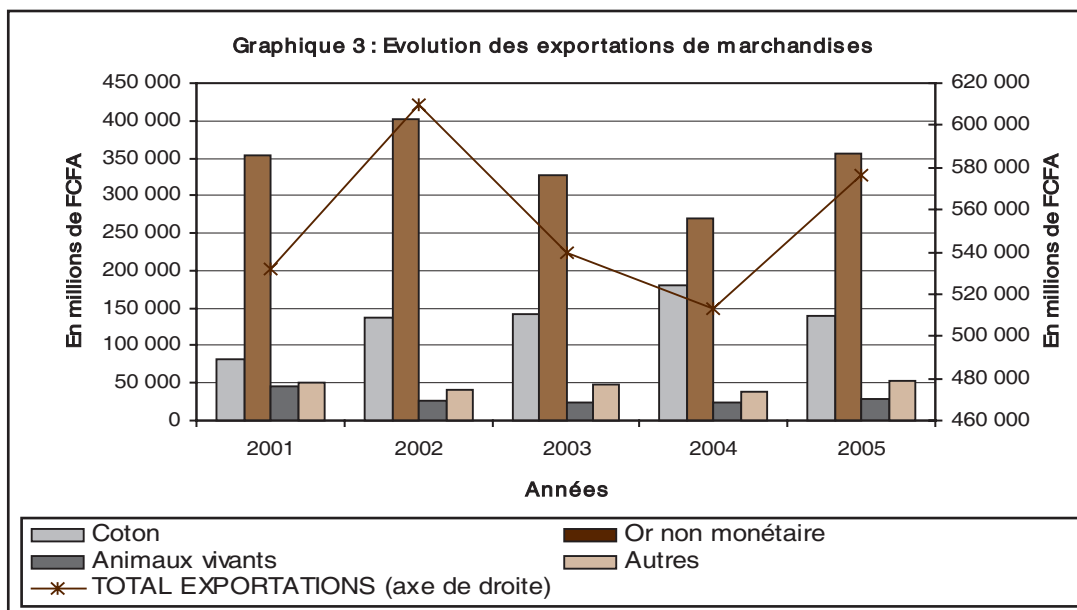
Après la baisse intervenue en 2004, les exportations d'or non monétaire se sont accrues de 84.937 millions (ou 31,4%) en 2005, la branche ayant réalisé une production plus élevée et bénéficié de cours plus favorables. En effet, le prix moyen du métal jaune à l'exportation est passé de 6.076,5 FCFA/g à 6.788,2 FCFA/g entre 2004 et 2005. Dans le même temps, les quantités exportées ont augmenté de 17,1% pour s'établir à 52.371,0 kilogrammes, grâce notamment au démarrage de l'exploitation au niveau de la mine de Loulo.

En ce qui concerne les exportations de fibre de coton, elles se sont chiffrées à 139.656 millions de FCFA en 2005, en diminution de 41.699 millions (ou 23,0%) par rapport aux réalisations de l'année précédente. L'effondrement du prix moyen à l'exportation (-30,5%) explique cette évolution, les volumes exportés s'étant accrus de 10,8% pendant la période sous revue, grâce notamment aux stocks de la campagne précédente.

Rompant avec la morosité des trois dernières années, consécutive à la crise en Côte d'Ivoire, les exportations d'animaux vivants se sont redressées en 2005 en atteignant 27.829 millions de FCFA, soit 4.925 millions (ou 21,5%) de plus qu'auparavant. L'essor des autres destinations ouest-africaines (Sénégal, Ghana) a permis de compenser l'effondrement du marché ivoirien, qui était le principal débouché pour cette catégorie de produit.

Le graphique 3 ci-après retrace l'évolution des principales catégories de produits exportés entre 2001 et 2005.

³ : Le tableau A2 en annexe décrit le passage des Statistiques douanières aux données de balance des paiements.

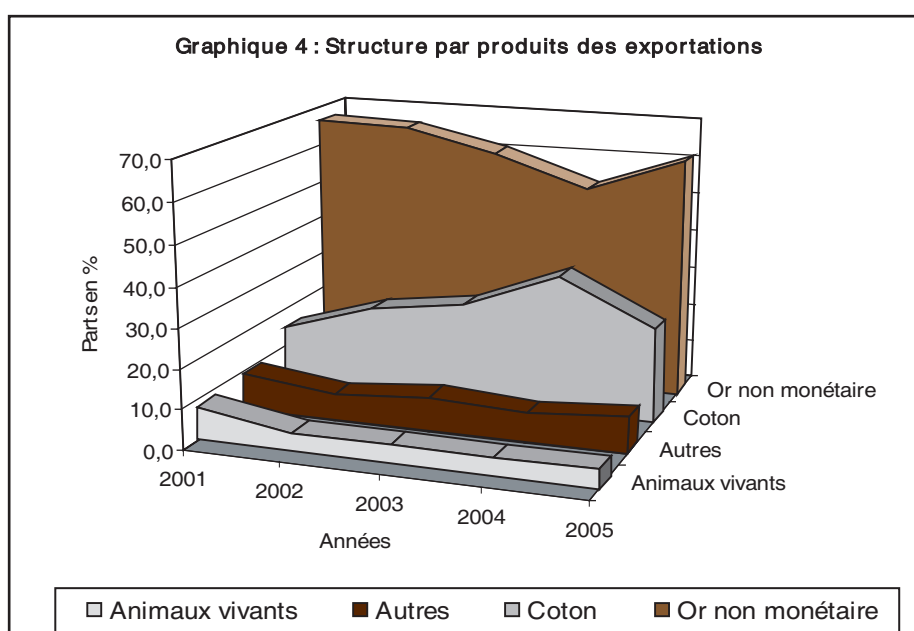


Sources : BCEAO, DNSI.

Suite aux évolutions décrites ci-avant, la structure des exportations par produit (cf. graphique 4) se présente comme ci-après :

- une part accrue de l'or non monétaire qui est passée de 52,8% en 2004 à 61,7% en 2005 ;
- la réduction du poids du coton-fibre établi à 24,2% (-11,2 points), marquant ainsi un arrêt dans sa progression régulière entamée en 2002 ;
- la stabilité de la part des animaux vivants depuis le début de la crise ivoirienne, en dépit d'une légère remontée en 2005 ;
- le maintien de la part des "autres produits exportés" en dessous de 10,0%.

Toutefois, le profil de la structure des exportations par produit est demeuré inchangé au cours des cinq dernières années.



Sources : BCEAO, DNSI.

Par ailleurs, le ratio de solvabilité (service de la dette publique extérieure/exportations) s'est amélioré en 2005 en se réduisant à 9,7%, soit 0,6 point de moins que l'année précédente. La forte augmentation des exportations qui a plus que compensé la progression du service de la dette publique extérieure explique cette évolution (voir tableau 3). La poursuite de cette tendance se traduirait par l'allègement de la pression de la dette sur les réserves de change, toutes choses égales par ailleurs.

Tableau 3 : Evolution du ratio du service de la dette publique extérieure sur les exportations

RUBRIQUES	2001	2002	2003	2004	2005
	(en millions de FCFA)				
Exportations totales	531 590	609 944	539 262	515 835	580 673
Service de la dette publique extérieure (*)	50 700	58 400	52 700	53 038	56 483
Service de la dette/export en %	9,5	9,6	9,8	10,3	9,7

* Service de la dette = principal (non compris amortissements FMI inclus dans engagements BCEAO) + intérêts.

Sources : BCEAO, DNSI, DNTCP.

1.2 - Evolution des importations⁴

L'évolution des importations en 2005 est empreinte des effets de la flambée des prix du pétrole et de la baisse de la production agricole au terme de la campagne 2004/2005. A fin 2005, la valeur CAF des importations totales (cf. tableau 4) s'est inscrite à 826.075 millions de FCFA, en hausse de 91.178 millions (ou 12,4%) par rapport à l'année 2004. Le tableau 4 ci-après présente l'évolution des importations totales, sur la base des données ajustées, entre 2001 et 2005.

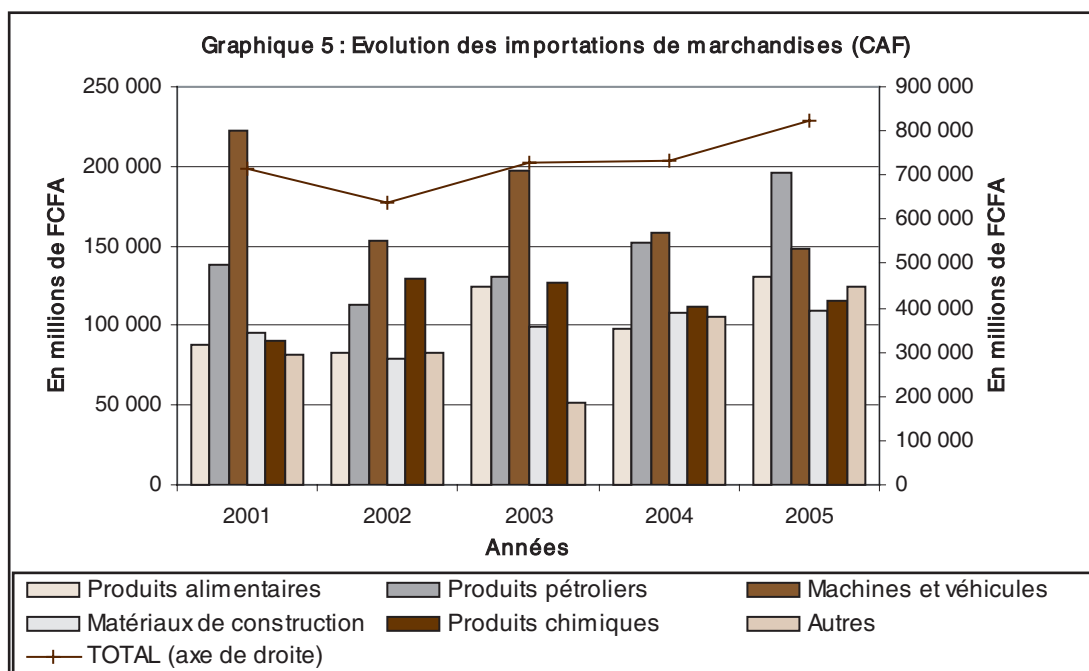
Tableau 4 : Evolution des importations totales (CAF)

RUBRIQUES	2001	2002	2003	2004	2005
	(en millions de FCFA)				
Marchandises générales	715 629	639 873	727 980	732 777	825 063
Biens importés pour transformation					
Réparations de biens	926	3872	1791	1070	1012
Achats de biens dans les ports et aéroports	950		4807	1050	0
TOTAL	717 505	643 745	734 578	734 897	826 075

Sources : BCEAO, DNSI.

La forte progression des importations est tirée essentiellement par les hydrocarbures et les produits alimentaires dont les montants sont ressortis, respectivement, à 196.047 millions et 130.771 millions de FCFA en 2005, soit 43.892 millions (ou 28,8%) et 32.646 millions (ou 33,3%) de plus qu'en 2004. En revanche, les importations de machines et véhicules ont diminué de 9.020 millions (ou 5,7%) pour s'inscrire à 148.856 millions de FCFA en 2005, les achats de véhicules particuliers s'étant ressentis de la morosité de la conjoncture en début d'année. Quant aux importations de matériaux de construction, elles ont augmenté de 2.110 millions (ou 2,0%) en s'établissant à 109.593 millions de FCFA en 2005, en phase avec la croissance modérée enregistrée dans la branche des bâtiments et travaux publics au cours de l'année sous revue.

⁴ : Le tableau A4 en annexe retrace l'évolution des statistiques douanières des importations entre 2001 et 2005 et présente les ajustements effectués sur ces données pour obtenir celles prises en compte dans la balance des paiements et figurant au tableau A5.

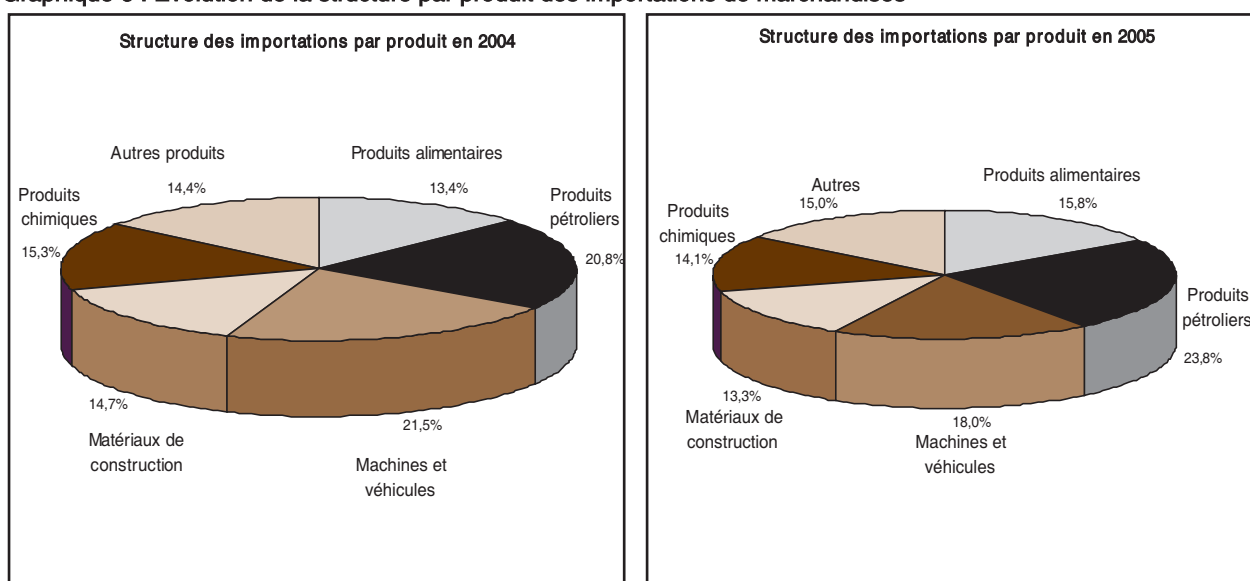


Sources : DNSI, DGD.

S'agissant des importations de produits chimiques, elles ont progressé de 4.071 millions (ou 3,6%) en atteignant 116.006 millions de FCFA en 2005, en liaison notamment avec le tassement de la production de coton-graine de la campagne 2005/2006, cette filière étant une des principales utilisatrices de ces produits.

Les évolutions ainsi décrites se sont traduites par la modification de la structure par produit des importations (Graphique 6). En effet, les produits pétroliers sont devenus le premier poste d'importation en 2005 avec 23,8% du total (20,8% en 2004), dépassant ainsi les importations de machines et véhicules dont la part est ramenée à 18,0% (21,5% en 2004) du total des importations. De même, les importations de produits alimentaires ayant représenté 15,8% (13,4% en 2004) des importations, ont eu un poids plus important que les matériaux de construction (13,3% en 2005, contre 14,7% en 2004) et les produits chimiques (14,1% en 2005, après 15,3% en 2004). Quant aux autres biens de consommation, leur part dans les importations totales est ressortie à 15,0% en 2005, après 14,4% précédemment. Cette structure des importations montre une nette progression des biens de consommation au détriment des biens de production.

Graphique 6 : Evolution de la structure par produit des importations de marchandises



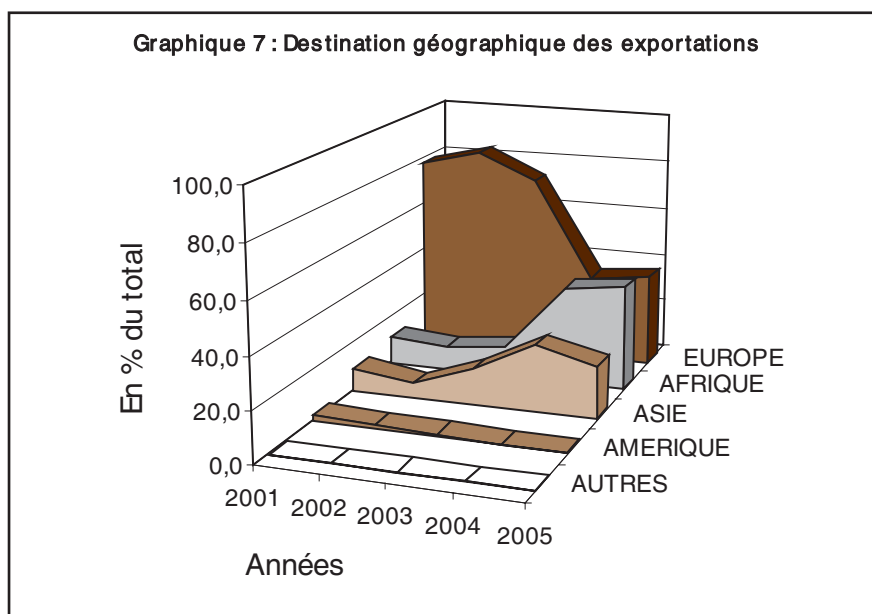
Sources : DNSI, DGD.

1.3 - Répartition géographique du commerce extérieur

1.3.1 - Evolution globale

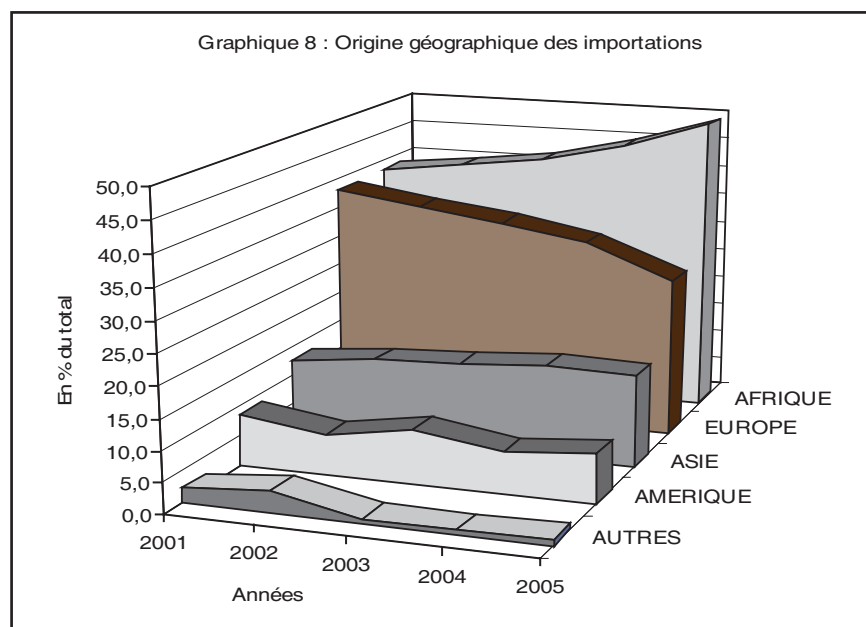
La structure globale par pays du commerce extérieur du Mali en 2005 confirme le développement des échanges avec le continent africain dont la part représente près de la moitié des importations et des exportations.

Tout comme en 2004, l'orientation géographique des exportations du Mali en 2005 fait apparaître trois grandes zones de destination, à savoir l'Afrique (hors UEMOA), l'Europe (non communautaire) et l'Asie (cf. graphique 7). En effet, l'Afrique a absorbé 240.145 millions de FCFA d'exportations du Mali en 2005, soit 42,0% du total et 2,8 points de plus qu'en 2004. Les exportations d'or non monétaire vers l'Afrique du Sud constituent la principale explication de cette évolution. Demeurant une destination importante pour l'or non monétaire et le coton-fibre du Mali, l'Europe a vu sa part dans le total des exportations rehaussée en 2005 avec 36,3% (33,9% en 2004) pour un montant de 207.825 milliards de FCFA. En ce qui concerne le continent asiatique, destination importante pour le coton-fibre du Mali, sa part dans les exportations totales s'est établie à 21,2% en 2005 pour un montant de 121.510 millions de FCFA ; en déclin prononcé par rapport à l'année précédente elle est ressortie à 26,7% pour un montant de 136.946 millions de FCFA. La baisse des exportations vers l'Asie est du même ordre que celle des exportations de coton-fibre destinées à 86,2% à ce continent, dont 31,8% pour la Chine. L'évolution des parts des autres parties du monde n'appelle pas de commentaire particulier.



Sources : Calcul BCEAO sur données DNSI, DNGM, CMDT.

Au niveau des importations (en valeur CAF), on peut noter le renforcement de la première place du continent africain en 2005, même si aucun changement notable n'a affecté leur structure par pays. Le classement des cinq régions du monde est identique à celui de l'année précédente, à savoir, du premier au dernier rangs, l'Afrique, l'Europe, l'Asie, l'Amérique et les autres pays du monde (cf. graphique 8). Ainsi, l'Afrique occupe le premier rang des fournisseurs du Mali, sa part dans le total des importations étant passée de 45,0% (322.634 millions de FCFA) en 2004 à 49,4% (401.991 millions de FCFA) en 2005. Le tableau A9 en annexe fournit plus de détails sur la structure des importations.



Sources : DNSI, DGD.

L'Europe, se classant derrière l'Afrique et avec 26,5% du total en 2005 (215.350 millions de FCFA), soit 5,4 points de moins que précédemment, a vu sa part de marché au Mali se réduire en 2005, poursuivant ainsi une tendance entamée en 2002. En ce qui concerne la France, sa part dans les importations s'est à nouveau réduite en 2005 en se limitant à 12,6% pour 102.823 millions de FCFA, contre 14,8% en 2004. La part de l'Asie est restée quasiment stable à 15,2% en 2005 pour 123.566 millions de FCFA, alors que celle de l'Amérique a augmenté de 1,3 point pour s'établir à 8,1%.

1.3.2 - Commerce intra-UEMOA

En 2005, le commerce entre le Mali et les autres pays de l'UEMOA a été marqué par un accroissement de 7,0% de la valeur totale des flux échangés, avec un montant de 340.159 millions de FCFA. Toutefois, la part des autres pays de l'Union dans le commerce extérieur (importations et exportations confondues) a reculé de 1,4 point en 2005 en se limitant à 24,5%. Cette situation résulte d'une baisse des exportations communautaires du Mali, d'une part, et d'une augmentation moins forte des achats de marchandises en provenance des autres pays de l'UEMOA par rapport à celle des importations totales. La balance commerciale intra-UEMOA du Mali demeure très fortement déficitaire, avec un solde de -281.523 millions de FCFA et un taux de couverture des importations par les exportations de 9,4% en 2005, après -242.741 millions et 13,4% au titre de l'année précédente.

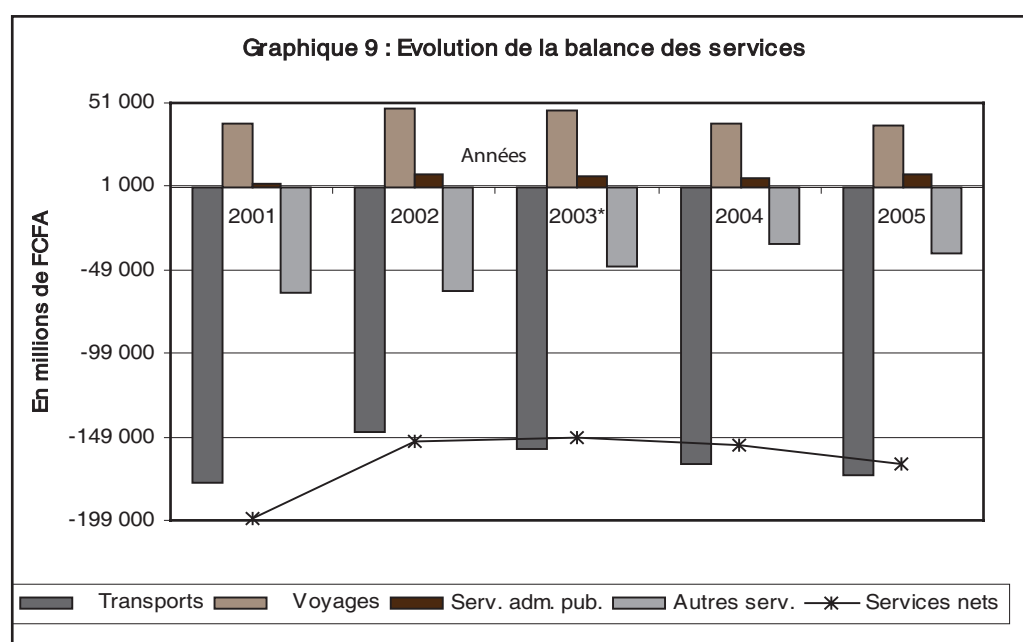
Les exportations du Mali à destination des autres pays de l'UEMOA se sont chiffrées à 29.318 millions de FCFA en 2005, en repli de 22,1% par rapport au montant de l'année précédente. Ce montant représente seulement 5,1% des exportations totales du Mali au cours de la même période. Comme par le passé, les ventes d'animaux vivants constituent la principale catégorie de produits exportés vers ces pays avec 42,8% des exportations communautaires en 2005. Le tableau A6 en annexe présente les exportations communautaires par grande catégorie de produits en 2005.

A la différence du cas des exportations, les autres pays de l'UEMOA restent des fournisseurs importants pour le Mali. En effet, les importations communautaires du Mali se sont inscrites à 310.841 millions de FCFA en 2005, soit 30.477 millions (ou 10,9%) de plus qu'auparavant. Ce montant représente 38,2% des importations totales, contre 39,1% en 2004. Dans l'Union, les principaux fournisseurs du Mali sont le Sénégal avec 11,5% (pour 93.327 millions de FCFA), la Côte d'Ivoire avec 10,3% (pour

84.153 millions de FCFA), le Bénin avec 9,3% (pour 75.528 millions de FCFA) et le Togo avec 6,5% (pour 53.216 millions de FCFA) des importations totales en 2005. Les importations d'origine communautaire ont porté notamment sur les produits pétroliers (172.564 millions de FCFA), les matériaux de construction (51.371 millions de FCFA), les produits chimiques (35.755 millions de FCFA) et les produits alimentaires (30.271 millions de FCFA). Les pays de l'UEMOA ont ainsi fourni au Mali 88,0% de ses importations d'hydrocarbures, 46,9% de ses achats de matériaux de construction et 30,8% de ses importations de produits chimiques en 2005. Le tableau A7 en annexe présente les importations communautaires par grande catégorie de produits en 2005.

2 - Evolution de la balance des services

Dans le sillage des "autres services" et des services de transport, eux-mêmes dépendant principalement du fret sur importations, le déficit de la balance des services s'est à nouveau creusé en 2005 en se chiffrant à 165.492 millions de FCFA, en aggravation de 11.940 millions (ou 7,8%) par rapport au montant de l'année 2004. Le graphique 9 ci-après montre que la rubrique des transports est la cause structurelle majeure du déficit de la balance des services entre 2001 et 2005.



Source : BCEAO.

2.1 - Transports

Définis en balance des paiements comme tous les services internationaux permettant le déplacement des personnes et des biens, les "transports" sont classés selon leur objet (fret, passagers, autres) et leur mode (maritime, aérien, terrestre ou ferroviaire, etc.), tels que retracés dans les tableaux 5 et 6 ci-après.

Tableau 5 : Evolution des transports

RUBRIQUES	2001	2002	2003	2004	2005
	(en millions de FCFA)				
Passagers	-18 971	-17 773	-22 353	-29 736	-29 097
Fret	-158 163	-127 557	-135 058	-133 229	-143 403
Autres services de transport	551	-309	691	-1 944	570
TOTAL TRANSPORTS	-176 583	-145 639	-156 720	-164 909	-171 930

Source : BCEAO.

Tableau 6 : Evolution du fret

RUBRIQUES	2001	2002	2003	2004	2005
	(en millions de FCFA)				
Fret	-158 163	-127 557	-135 058	-133 229	-143 403
- Fret maritime	-86 736	-77 349	-84 082	-80 606	-86 218
- Fret aérien	-12 864	-10 558	-11 466	-10 991	-11 757
- Autres frets	-58 563	-39 650	-39 510	-41 632	-45 428
P.M. fret sur importations = A	-171 751	-140 772	-152 876	-146 555	-156 762
A / Importations - CAF en %	-24,0	-22,0	-21,0	-20,0	-19,0

Source : BCEAO.

En 2005, le déficit de cette rubrique a augmenté de 7.021 millions (ou 4,3%) pour s'inscrire à 171.930 millions de FCFA. Il ressort des tableaux 5 et 6 ci-dessus que cette évolution est imputable à la détérioration du solde de la sous-rubrique du fret (-10.174 millions), elle-même attribuable à l'accroissement du fret sur les importations pour 10.207 millions de FCFA. Tous les modes de transport ont contribué à cette évolution dans des proportions comparables (cf. tableau 6).

S'agissant du transport de passagers, son solde s'est fixé à -29.097 millions de FCFA, en amélioration de 639 millions par rapport au montant réalisé en 2004, suite à la baisse du chiffre d'affaires des compagnies aériennes étrangères représentées au Mali.

2.2 - Voyages

Enregistrant les flux de biens et services acquis par les voyageurs étrangers pour leur usage personnel pendant leur séjour au Mali, le solde de la rubrique des voyages s'est inscrit à 37.688 millions de FCFA, en retrait de 1.364 millions (ou 3,5%) par rapport au montant de l'année 2004. Cette diminution des flux nets de voyage est imputable à une augmentation des flux débiteurs qui sont passés de 35.118 millions à 40.570 millions de FCFA entre 2004 et 2005, traduisant une hausse des déplacements des résidents à l'étranger. Dans le même temps, les dépenses des touristes étrangers au Mali ont augmenté de 4.088 millions (ou 5,5%) pour atteindre 78.258 millions de FCFA en 2005, dont 45,2% pour les voyages à titre professionnel et 54,8% pour les voyages à titre personnel.

Le tableau 7 retrace l'évolution des flux nets de voyages entre 2001 et 2005.

Tableau 7 : Evolution des voyages

RUBRIQUES	2001	2002	2003	2004	2005
	(en millions de FCFA)				
Voyages	38 494	47 230	46 679	39 052	37 688
- à titre professionnel	13 051	14 677	15 042	8 921	7 098
- à titre personnel	25 443	32 553	31 637	30 131	30 590

Source : BCEAO.

2.3 - Services fournis ou reçus par les administrations publiques

A la différence des voyages, les flux nets de services fournis ou reçus par les administrations publiques, c'est-à-dire les transactions non reprises ailleurs des Etats et des organismes publics internationaux, ont augmenté de 2.502 millions pour s'établir à 8.219 millions de FCFA en 2005. Cette évolution s'explique par l'accroissement des dépenses locales des organismes publics étrangers, celles-ci étant ressorties à 10.971 millions de FCFA en 2005, après 7.629 millions au terme de l'année précédente. Le tableau 8 résume l'évolution de ces flux entre 2001 et 2005.

Tableau 8 : Evolution des services fournis ou reçus par les administrations publiques

RUBRIQUES	2001	2002	2003	2004	2005
	(en millions de FCFA)				
Services fournis ou reçus par les A.P.	2 450	8 605	7 141	5 717	8 219

Source : BCEAO.

2.4 - Autres services

Regroupant les autres types de services non classés ailleurs (services financiers, de communication, d'informatique et d'information, etc.), le flux net des autres services s'est inscrit à -39.469 millions de FCFA en 2005, contre -33.412 millions auparavant. Cette détérioration du solde des autres services est attribuable à l'ensemble des postes qui composent cette rubrique. En effet, l'excédent des services de communication s'est contracté de 1.906 millions de FCFA en 2005, à la suite d'une augmentation de 97,9% des dépenses de télécommunications des principaux opérateurs de ce secteur. De même, le solde des services de bâtiments et travaux publics s'est inscrit à -8.896 millions de FCFA en 2005, soit une détérioration de 1.855 millions par rapport à l'année précédente. En outre, le déficit des services s'est aggravé, suivant l'évolution des frais d'assurance sur les importations.

S'agissant des autres services aux entreprises, leur solde s'est établi à -24.798 millions de FCFA en 2005, soit une dégradation de 1.411 millions par rapport au montant réalisé en 2004. Cette évolution est en partie attribuable à l'aggravation du déficit des services informatiques et d'information qui est passé de -3.263 millions à -4.383 millions de FCFA en 2005.

Le tableau 9 retrace l'évolution des autres services entre 2001 et 2005.

Tableau 9 : Evolution des autres services

RUBRIQUES	2001	2002	2003	2004	2005
	(en millions de FCFA)				
Services de communication	785	2 220	1 445	13 139	11 233
Services de BTP	-1 749	-22 091	-9 342	-7 041	-8 896
Services d'assurance	-7 330	-9 812	-10 399	-16 123	-17 008
dont assurance sur marchandises	-6 006	-6 186	-7 278	-10 992	-12 375
Autres services aux entreprises	-54 124	-32 180	-28 740	-23 387	-24 798
TOTAL AUTRES SERVICES	-62 418	-61 863	-47 036	-33 412	-39 469

Source : BCEAO.

3 - Evolution de la balance des revenus

Retraçant les flux de rémunérations de facteurs de production (travail et capital) entre résidents et non-résidents, la balance des revenus est ressortie à -109.159 millions de FCFA en 2005, après -102.931 millions de FCFA auparavant, du fait de l'aggravation du déficit des revenus d'investissements, le solde des rémunérations de salariés s'étant amélioré au cours de la période. En effet, le flux net des rémunérations de salariés a atteint 2.847 millions de FCFA en 2005, soit 161 millions de plus que précédemment, suite à l'accroissement de la masse salariale payée par les organismes publics étrangers aux résidents. Quant aux revenus d'investissements, l'accentuation de leur déficit s'explique principalement par l'évolution des revenus des autres investissements privés dont le solde s'est inscrit à -23.986 millions de FCFA, en détérioration de 8.096 millions par rapport à l'année 2004,

en liaison avec l'augmentation des engagements extérieurs de certaines grandes entreprises, notamment dans la branche des industries extractives.

Au niveau du secteur public, les paiements d'intérêts sur la dette extérieure se sont établis à 16.983 millions de FCFA en 2005, soit 916 millions de plus qu'auparavant.

Le tableau 10 retrace l'évolution de la balance des revenus entre 2001 et 2005.

Tableau 10 : Evolution des revenus

RUBRIQUES	2001	2002	2003	2004	2005
	(en millions de FCFA)				
Rémunération des salariés	2 248	3 472	3 061	2 686	2 847
Revenus des investissements	-123 958	-170 882	-96 009	-105 617	-112 006
Revenus des investissements directs	-102 442	-158 360	-69 380	-80 232	-81 432
Revenus des investissements de portefeuille	-13 536	-6 233	-10 008	-9 495	-6 588
Revenus des autres investissements	-7 980	-6 289	-16 621	-15 890	-23 986
dont intérêts sur dette publique extérieure	-14 100	-16 800	-15 900	-16 064	-16 983
TOTAL DES REVENUS	-121 710	-167 410	-92 948	-102 931	-109 159

Sources : BCEAO, DNTCP (TOFE).

4 - Evolution de la balance des transferts courants

En balance des paiements, le vocable " transfert " désigne une opération, entre un résident et un non-résident, se traduisant par la fourniture sans contrepartie d'une ressource réelle ou financière. De ce fait, il doit être distingué d'un transfert financier ordinaire, réalisable par divers moyens et pouvant être lié à une acquisition de biens et services ou à une obligation financière. Au terme de l'année 2005, l'excédent de la balance des transferts courants s'est renforcé en atteignant 120.033 millions de FCFA en 2005, soit 18.087 millions (ou 17,7%) d'augmentation par rapport à son montant précédent. Cette reprise au niveau des transferts courants est imputable à la fois aux administrations publiques et aux agents privés non financiers (autres secteurs).

L'évolution des transferts courants entre 2001 et 2005 est résumée dans le tableau 11.

Tableau 11 : Evolution des transferts courants

RUBRIQUES	2001	2002	2003	2004	2005
	(en millions de FCFA)				
Transferts courants nets des adm. publiques	48 394	30 840	67 384	51 375	61 087
dont aides budgétaires	27 500	16 600	51 610	33 300	45 000
Transferts courants nets "Autres secteurs"	51 109	71 147	53 170	50 571	58 946
dont envois de fonds des travailleurs (crédit)	60 164	88 165	80 709	72 944	80 837
TOTAL TRANSFERTS COURANTS	99 503	101 987	120 554	101 946	120 033

Sources : BCEAO, DNTCP (TOFE).

4.1 - Transferts courants des administrations publiques

L'excédent des transferts au profit des administrations publiques est ressorti à 61.087 millions de FCFA en 2005, en hausse de 9.712 millions (ou 18,9%) par rapport au montant de l'année précédente. Cette évolution est attribuable à l'accroissement du montant des dons budgétaires qui a atteint 45.000 millions de FCFA, soit 11.700 millions (ou 35,1%) de plus qu'en 2004.

4.2 - Transferts courants des autres secteurs

Au niveau des transferts nets en faveur des autres secteurs de l'économie (notamment les ménages), ils se sont accrus en se situant à 58.946 millions de FCFA en 2005. En effet, les envois de fonds des travailleurs, principale composante de ce poste, ont enregistré une augmentation de 7.893 millions de FCFA pour se chiffrer à 80.837 millions de FCFA, permettant ainsi au flux net des transferts courants privés de progresser de 8.375 millions en 2005. L'accroissement des flux d'envois de fonds des travailleurs est à relier à la conjoncture intérieure difficile pendant les premiers trimestres de l'année 2005 suite au déficit céréalier issu de la campagne agricole 2004/2005 et au contexte inflationniste marqué qui en a découlé.

II - COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES

Venant en financement (ou en utilisation) du solde des transactions courantes, ce compte sert à recenser les flux financiers et de capitaux échangés entre une économie et le reste du monde au cours de l'année. Par conséquent, en présentation standard (selon la 5ème édition du Manuel de balance des paiements du FMI), il est structurellement excédentaire au Mali. Au titre de l'année 2005, son solde s'est établi à 243.583 millions de FCFA, soit 14.298 millions ou (6,2%) de plus qu'antérieurement. Cette augmentation de l'excédent du compte de capital et d'opérations financières découle d'une consolidation du solde des opérations financières et de la quasi-stabilité du solde du compte de capital.

1 - Compte de capital

Au terme de l'année 2005, l'excédent du compte de capital s'est fixé à 108.590 millions de FCFA, en recul de 57 millions (ou 0,1%) par rapport au solde réalisé en 2004. Le tassement au niveau de ce compte reflète l'aggravation du déficit des acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits, mais surtout de la faible progression de l'excédent des transferts de capital. En effet, ces derniers n'ont augmenté que de 240 millions en 2005 en s'inscrivant à 108.906 millions de FCFA, en raison de l'affaïssement de la contribution des organisations non gouvernementales dans ce domaine. Les transferts en capital des autres secteurs sont ainsi passés de 10.015 millions en 2004 à 6.354 millions de FCFA en 2005.

Pour ce qui concerne les administrations publiques, les transferts nets de capital à leur profit se sont chiffrés à 102.552 millions de FCFA en 2005, soit 3.901 millions de plus qu'en 2004. Cette évolution s'explique par une augmentation de 2.500 millions des dons-projets et de 1.401 millions des remises de dette dans le cadre de la mise en œuvre de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés.

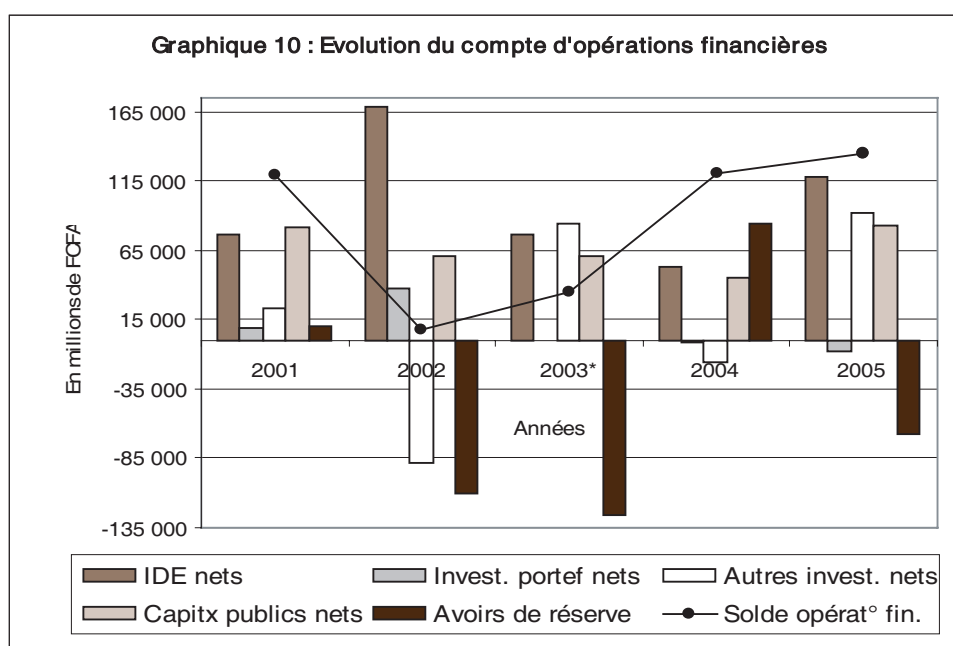
Tableau 12 : Evolution du compte de capital

RUBRIQUES	2001	2002	2003	2004	2005
	(en millions de FCFA)				
Transferts de capital	101 923	100 250	96 220	108 666	108 906
Transferts de capital des administrations publiques	95 900	96 750	90 838	98 651	102 552
- remises de dettes (PPTE)	23 100	27 500	30 138	28 651	30 052
- autres transferts de capital (dons-projets)	72 800	69 250	60 700	70 000	72 500
Transferts de capital "Autres secteurs"	6 023	3 500	5 382	10 015	6 354
Acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits	-65	-145	-8	-19	-316
SOLDE COMPTE DE CAPITAL	101 858	100 105	96 212	108 647	108 590

Sources : BCEAO, DNTCP (TOFE).

2 - Compte d'opérations financières

Enregistrant les flux d'avoirs et d'engagements financiers entre le Mali et le reste du monde, le compte d'opérations financières affiche un solde excédentaire de 134.993 millions de FCFA en 2005, en hausse de 14.355 millions par rapport à son précédent montant. Cette évolution est tirée par l'accroissement des investissements directs et des autres investissements, le montant cumulé des soldes des investissements de portefeuille et des avoirs de réserve se chiffrant à -74.969 millions en 2005, contre 82.881 millions une année plus tôt. Le graphique 10 présente l'évolution des principales rubriques du compte d'opérations financières entre 2001 et 2005.



Source : BCEAO.

2.1 - Investissements directs

Suite à la création d'une nouvelle société minière dans la sous-branche de l'exploitation aurifère, les investissements directs nets ont enregistré une augmentation prégnante en 2005 en se fixant à 118.544 millions de FCFA, soit 65.599 millions (ou 123,9%) de plus que l'année précédente. Ce montant global se compose notamment de 44.740 millions d'opérations en capital social et bénéfices réinvestis (ou non distribués) et de 73.852 millions d'engagements vis-à-vis des investisseurs directs.

Outre les industries extractives, la sous-branche des télécommunications fait partie des destinations privilégiées des investissements directs étrangers. A contrario, le secteur agro-industriel a engendré des désinvestissements significatifs en 2005, tout comme l'année précédente. Au total, le montant des flux créditeurs d'investissements directs est ressorti à 167.360 millions de FCFA (+68.324 millions ou 69,0%) en 2005, alors que les flux débiteurs agrégés se sont limités à 48.816 millions de FCFA (+2.725 millions ou 5,9%).

2.2 - Investissements de portefeuille et dérivés financiers

En ce qui concerne les investissements de portefeuille et dérivés financiers nets, ils se sont fixés à -7.991 millions de FCFA en 2005, après -1.599 millions en 2004. Cette évolution tient compte notamment d'une augmentation des avoirs des banques en titres de créance (" obligations et autres titres d'emprunt "), avec un montant net de -9.563 millions de FCFA en 2005, contre -5.000 millions en 2004. En outre, les flux créditeurs en 2005 ont été moins importants avec un encours de 4.069 millions de FCFA, contre 9.779 millions précédemment, du fait d'une réduction de 5.534 millions des avoirs des autres secteurs en 2004.

2.3 - Autres investissements

Recensant les opérations sur dépôts et créances/engagements, autres que celles mentionnées ci-avant, la rubrique des autres investissements est ressortie excédentaire en 2005, avec un solde de 91.418 millions de FCFA, contre -15.188 millions en 2004. Cette inversion du solde des autres investissements s'explique à la fois par un accroissement des engagements des administrations publiques et des agents privés. Au niveau de ces derniers, c'est le secteur bancaire qui est à l'origine de l'augmentation des engagements nets, avec un montant de 33.397 millions de FCFA. Les agents privés non financiers, pour leur part, ont enregistré une diminution nette de leurs engagements de 22.154 millions de FCFA au cours de la période sous revue.

En ce qui concerne les capitaux publics, leur solde s'est établi à 83.400 millions de FCFA en 2005, en hausse de 37.574 millions par rapport à 2004. Les tirages du Gouvernement se sont élevés à 122.900 millions de FCFA en 2005, soit 40.100 millions de plus que l'année précédente, les tirages au titre de prêts budgétaires prévus (19.300 millions de FCFA) ayant été effectivement mobilisés, contrairement à l'exercice 2004 où aucun tirage n'avait été effectué. Quant aux amortissements, ils se sont chiffrés à 39.500 millions de FCFA en 2005, en progression de 2.926 millions par rapport à l'année 2004, conformément aux échéances de la dette publique extérieure.

2.4 - Avoirs de réserve

Les avoirs de réserve ont augmenté de 66.978 millions de FCFA, après une baisse de 84.480 millions en 2004. Cette progression des avoirs de réserve est imputable à une hausse de 64.746 millions des avoirs en devises et d'une amélioration de 2.398 millions de la position de réserve du Mali au Fonds Monétaire International. En revanche, le montant des droits de tirages spéciaux s'est contracté de 166 millions de FCFA en 2005.

B - ANALYSE DE LA POSITION EXTERIEURE

I - BANQUES DE DEPOTS

A fin décembre 2005, les avoirs extérieurs nets des banques de dépôts se sont réduits de 33.397 millions en s'établissant à -12.899 millions de FCFA, contre 20.498 millions à fin décembre 2004. Cette évolution est imputable à une progression plus forte des engagements extérieurs de ces institutions financières que celles de leurs avoirs. En effet, ces avoirs se sont établis à 137.834 millions de FCFA en 2005, soit 8.096 millions (ou 6,2%) de plus que leur montant à fin 2004, en dépit de la baisse des avoirs des banques auprès de leurs correspondants étrangers qui sont passés de 75.175 millions à 70.914 millions de FCFA entre fin 2004 et fin 2005.

Dans le même temps, les engagements extérieurs des banques se sont élevés à 150.733 millions de FCFA, ce qui équivaut à un accroissement de 41.493 millions (ou 38,0%) par rapport au niveau atteint à fin décembre 2004. L'augmentation des engagements extérieurs des banques est portée principalement par les engagements à court terme, ceux à long et moyen termes ne s'étant modifiés que de 243 millions par rapport à leur montant de fin 2004. En effet, les engagements à court terme se sont accrus de 41.250 millions (ou 44,7%) pour atteindre 133.487 millions de FCFA à fin 2005, nonobstant un dégonflement de 9.049 millions des engagements sous forme de dépôts des intermédiaires agréés vis-à-vis de leurs correspondants étrangers.

Par suite, la position nette créditrice des établissements bancaires sur les dépôts (avoirs - engagements des banques et correspondants) s'est à nouveau renforcée en s'établissant à 52.257 millions à fin 2005, soit 4.788 millions (ou 10,1%) de plus qu'en 2004.

Ces évolutions sont retracées dans le tableau 13.

Tableau 13 : Evolution des avoirs et engagements des banques de dépôts

RUBRIQUES	2001	2002	2003	2004	2005
		(en millions de FCFA)			
Avoirs	141 166	119 902	117 982	129 738	137 834
dont banques et correspondants	105 608	72 462	64 578	75 175	70 914
Engagements	72 470	91 095	97 296	109 240	150 733
Court terme	62 408	78 775	81 291	92 237	133 487
dont banques et correspondants	25 689	36 084	35 013	27 706	18 657
Moyen et long termes	10 062	12 320	16 005	17 003	17 246
POSITION MONETAIRE EXTERIEURE	68 696	28 807	20 686	20 498	-12 899

Source : BCEAO.

II - BANQUE CENTRALE

Contrairement à l'évolution de la position extérieure des établissements de crédit, les avoirs extérieurs nets de la BCEAO ont fortement augmenté en 2005 pour s'établir à 412.581 millions de FCFA à fin décembre, soit 80.607 millions (ou 24,3%) de plus qu'auparavant. Cet affermissement de la position extérieure de l'Institut d'émission découle à la fois d'une hausse des avoirs et d'un dégonflement des engagements. L'encours des avoirs extérieurs de la BCEAO s'est inscrit à 477.395 millions de FCFA à fin 2005, après 410.447 millions à fin 2004, suite notamment à la mobilisation des ressources extérieures en appui au programme économique et financier du Gouvernement et des rapatriements de recettes d'exportation.

En ce qui concerne les engagements extérieurs de la Banque Centrale, ils se sont repliés à 64.814 millions de FCFA à fin 2005, après 78.473 millions à fin 2004. La diminution des engagements extérieurs de l'Institut d'émission est due à la baisse de l'encours des crédits du Fonds Monétaire International (FMI) qui s'est fixé à 60.713 millions de FCFA à fin 2005, soit 13.609 millions de moins qu'auparavant. Une évolution similaire a été observée en 2004 et 2003. De même, les autres engagements sont tombés à -17 millions de FCFA à fin 2005, après 2.240 millions à fin 2004. S'agissant des engagements de la BCEAO vis-à-vis des banques et institutions étrangères, ils ont atteint 4.118 millions de FCFA à fin 2005, en hausse de 2.207 millions par rapport à l'année précédente.

Le tableau 14 retrace l'évolution des avoirs et engagements extérieurs de la BCEAO entre 2001 et 2005.

Tableau 14 : Evolution des avoirs et engagements de la Banque Centrale

RUBRIQUES	2001	2002	2003*	2004	2005
AVOIRS	259 517	370 191	495 099	410 447	477 395
	(en millions de FCFA)				
Position de réserve	8 265	8 156	7 240	7 151	9 520
DTS détenus	279	24	497	315	148
Avoirs en devises	250 973	362 011	464 605	402 981	467 727
Autres créances					
Ajustement suite révision circulation fiduciaire			22 757		
ENGAGEMENTS	129 216	116 212	96 617	78 473	64 814
Recours aux crédits du Fonds	127 237	112 394	92 634	74 322	60 713
Banques et institutions étrangères	1 928	3 111	3 843	1 911	4 118
Engagements en monnaie étrangère					
Autres engagements	51	707	957	2 240	-17
Ajustement suite révision circulation fiduciaire			-817		
AVOIRS NETS	130 301	253 979	398 482	331 974	412 581

Source : BCEAO.

*Rupture de série des avoirs de réserve à partir de 2003 suite au changement de la base de détermination de la circulation fiduciaire.

Compte tenu de ce qui précède, le solde global de la balance des paiements - équivalant à la création monétaire induite par les transactions économiques et financières extérieures - est ressorti excédentaire de 47.056 millions de FCFA au terme de l'année 2005, après un déficit de 64.091 millions en 2004. Ce solde est corrigé de la contrepartie de réévaluation des engagements libellés en DTS. Le tableau 15 retrace l'évolution du solde global de la balance des paiements entre 2001 et 2005.

Tableau 15 : Evolution des avoirs extérieurs nets

RUBRIQUES	2001	2002	2003*	2004	2005
	(en millions de FCFA)				
Variation AEN banques de dépôts	39 988	-39 889	-8 121	-188	-33 397
Variation AEN Banque centrale	-9 827	123 678	144 503	-66 508	80 607
Contrepartie des réévaluations	-2 162	-1 390	-11 200	2 605	-154
SOLDE GLOBAL (1+2+3)	27 999	82 399	125 182	-64 091	47 056

Source : BCEAO.

*Rupture de série des avoirs de réserve à partir de 2003 suite au changement de la base de détermination de la circulation fiduciaire.

III - POSITION EXTERIEURE GLOBALE

Outre les institutions monétaires, les agents économiques non financiers disposent de dépôts ou créances sur des non-résidents et font face à des engagements vis-à-vis de ceux-ci. La position extérieure globale (PEG) est destinée à recenser l'ensemble des avoirs et des engagements des résidents d'une économie vis-à-vis du reste du monde. A une date donnée, elle traduit la situation patrimoniale de l'économie étudiée par rapport au reste du monde. Grosso modo, les rubriques de la PEG correspondent à celles du compte d'opérations financières en balance des paiements (engagements et avoirs financiers, y compris l'or monétaire et les droits de tirages spéciaux (DTS)).

Au titre de l'année 2005, la PEG du Mali s'est fixée à -1.717.596 millions de francs CFA à fin décembre, en détérioration de 5.325 millions (ou 0,3%) par rapport à son niveau précédent. Cette évolution résulte d'une augmentation plus importante des engagements totaux que celle des avoirs. En effet, les engagements extérieurs totaux se sont établis à 2.469.230 millions de FCFA à fin 2005, en hausse de 77.608 millions (ou 3,2%) par rapport à l'année précédente. En part du PIB, la PEG vaut -59,4% à fin 2005, contre -65,1% en 2004. En ce qui concerne l'encours de la dette publique extérieure, il s'est réduit à 1.735.200 millions de francs CFA (hors allègements et y compris les engagements vis-à-vis du FMI), soit 60,0% du PIB, en diminution de 78.970 millions (ou 8,9 points de pourcentage du PIB) par rapport à 2004. Le tableau 16 résume l'évolution des grandes rubriques de la PEG entre 2001 et 2005.

Tableau 16 : Evolution de la position extérieure globale

RUBRIQUES	2001	2002	2003*	2004	2005
	(en millions de FCFA)				
INVESTISSEMENTS DIRECTS NETS	-144 814	-326 567	-351 105	-359 344	-480 265
Avoirs	11 811	1 294	3 432	4 902	4 374
Engagements	156 625	327 861	354 537	364 246	484 639
Capital social et bénéfice réinvestis	60 940	288 752	286 381	328 857	363 962
Autres capitaux	95 685	39 109	68 156	35 389	120 677
INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE NETS	13 647	-22 025	26 723	38 954	18 168
Avoirs	26 079	25 779	51 089	46 847	36 796
Engagements	12 432	47 804	24 366	7 893	18 628
AUTRES INVESTISSEMENTS NETS	-1 877 969	-1 620 686	-1 786 535	-1 802 328	-1 732 894
Avoirs	202 113	368 699	156 224	217 155	233 069
Engagements	2 080 082	1 989 385	1 942 759	2 019 483	1 965 963
dont : Prêts Administrations Pub. (hors FMI)	1 666 100	1 611 306	1 646 518	1 739 848	1 674 487
Engagements vis-à-vis du FMI	127 237	112 394	92 634	74 322	60 713
AVOIRS DE RESERVE	259 517	370 191	495 099	410 447	477 395
TOTAL DES AVOIRS	499 520	765 963	705 844	679 351	751 634
TOTAL DES ENGAGEMENTS	2 249 139	2 365 050	2 321 662	2 391 622	2 469 230
POSITION EXTERIEURE GLOBALE	-1 749 619	-1 599 087	-1 615 818	-1 712 271	-1 717 596

Sources : BCEAO, Direction Générale de la Dette Publique.

*Rupture de série des avoirs de réserve à partir de 2003 suite au changement de la base de détermination de la circulation fiduciaire.

S'agissant des avoirs financiers du Mali, ils se sont situés à 751.634 millions de FCFA à fin 2005, en hausse de 72.283 millions (ou 10,6%) par rapport à 2004, entraînés par l'augmentation des avoirs de réserve mentionnée plus haut. Le stock des avoirs de réserve s'est en effet établi à 477.395 millions à fin 2005, soit 66.948 millions de plus que le montant de 2004.

C - ANNEXES

Annexe 1 : Note méthodologique sur l'élaboration de la balance des paiements du Mali

1 - Généralités

Les comptes extérieurs (balance des paiements et position extérieure globale) du Mali sont établis conformément à la cinquième édition du Manuel de Balance des Paiements (MBP5) du Fonds Monétaire International (FMI) publiée en 1993.

La principale méthode de collecte d'informations utilisée est basée sur les enquêtes, à l'aide de questionnaires, auprès des agents économiques établis au Mali et intervenant dans les échanges économiques et les opérations financières avec les non-résidents, sur une échelle appréciable.

Aux termes de l'article 1er de l'Annexe III du Règlement n° R09/98/CM/UEMOA du 20 décembre 1998 relatif aux relations financières extérieures des Etats membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), la Direction Nationale de la BCEAO est chargée de l'établissement des statistiques de balance des paiements. Pour ce faire, et en raison de l'implication d'autres services dans la collecte des informations requises, elle doit coordonner, au plan national, la détermination des données définitives globales.

2 - Définitions

La **balance des paiements** est un état statistique où sont systématiquement résumées, pour une période donnée, les transactions économiques d'un pays avec le reste du monde.

La **position extérieure**, quant à elle, est le relevé du stock d'avoirs et d'engagements financiers extérieurs d'une économie à une date précise.

Une **transaction** se définit comme un flux économique découlant de la création, de la transformation, de l'échange, du transfert ou de l'extinction d'une valeur économique et faisant intervenir un transfert de propriété (entre un résident et un non-résident) de biens ou d'actifs financiers, la prestation de services ou la fourniture de capital.

Une unité institutionnelle est **résidente d'une économie** lorsqu'elle y a un pôle d'intérêt économique, c'est-à-dire lorsqu'il existe un endroit - domicile, lieux de production ou locaux à autres usages - à l'intérieur du territoire économique sur lequel ou à partir duquel elle exerce et a l'intention de continuer d'exercer, effectue et a l'intention de continuer d'effectuer des transactions sur une échelle appréciable pendant une période d'au moins une année.

Les unités institutionnelles résidentes sont : les ménages, les sociétés et quasi-sociétés, les institutions à but non lucratif et les administrations publiques.

Les **exceptions** à cette définition de la notion de résidence concernent les diplomates et leurs familles, les militaires, les étudiants et les malades qui sont considérés comme résidents de leurs pays d'origine. En revanche, les fonctionnaires internationaux, les coopérants et les réfugiés sont considérés comme résidents de l'économie d'accueil.

Le **territoire économique** d'un pays est constitué par la zone géographique administrée par son gouvernement (avec libre circulation des biens, des personnes et des capitaux), y compris l'espace aérien, les eaux territoriales et le plateau continental, auquel on ajoute les enclaves extra-territoriales dudit pays (à savoir les ambassades, consulats, bases militaires et scientifiques, etc.) et duquel on exclut les enclaves extra-territoriales étrangères sur son territoire géographique national.

3 - Champ d'application des données

Les comptes extérieurs du Mali retracent toutes les transactions entre résidents et non-résidents. Ils couvrent tout le territoire du Mali.

4 - Conventions comptables

Les données des comptes extérieurs sont établies sur la base des droits et obligations.

Les transactions en devises sont converties en francs CFA sur la base du cours de change de la transaction ou, à défaut, du cours moyen sur la période. Lorsque les transactions sont évaluées à partir de variations de stocks, le cours de change en fin de période est retenu pour la conversion de ces données.

Le mode général de valorisation est basé sur le prix du marché. Les échanges de biens sont enregistrés FAB (franco à bord). Pour les importations, valorisées CAF (coût, assurance, fret) dans les statistiques douanières qui en sont la principale source, une correction CAF/FAB est nécessaire.

S'agissant des encours, plusieurs modes de valorisation sont utilisés dans la mesure où ces encours sont issus de documents comptables (bilans, situations DEC 2000 pour les banques) qui obéissent à des règlements spécifiques (SYSCOA, plan comptable bancaire). Ainsi, les prêts, les emprunts et les dépôts sont exprimés en valeur nominale, tandis que les investissements directs sont comptabilisés en valeur historique (coût d'acquisition) à l'actif et en valeur nominale au passif.

5 - Nature des sources statistiques

Les principales sources utilisées pour l'établissement des comptes extérieurs (version définitive) sont les statistiques douanières et les enquêtes de la BCEAO auprès des entités résidentes intervenant dans les échanges internationaux.

L'échantillon d'agents interrogés par la BCEAO contient quelques centaines d'entreprises, structures administratives, missions diplomatiques et consulaires, organisations non gouvernementales, etc. Les entités nouvellement créées sont introduites dans l'échantillon après un examen au cas par cas.

D'autres sources concernent les rapports de divers organismes ou administrations publiques (BCEAO, FMI, etc.).

La plupart des questionnaires comportent à la fois des rubriques de flux, décrivant les transactions effectuées au cours de l'année, qui vont alimenter directement les rubriques correspondantes de la balance des paiements et des rubriques de stocks qui vont alimenter, d'une part, directement la position extérieure globale et, d'autre part, la balance des paiements par comparaison avec les stocks correspondants de la période précédente (variations d'encours).

Certains documents de collecte ne sont pas des questionnaires à proprement parler, mais respectent les mêmes principes de codification et de ventilation géographique. C'est le cas, par exemple, du document intitulé "DEC" qui sert à recenser, de manière globalisée, les données issues des situations DEC 2000 des banques commerciales, et du tableau des avoirs et engagements de la Banque Centrale ou des tableaux dits de dépouillement relatifs aux opérations de certains organismes spécifiques : ASECNA, BOAD, URTNA, Commission de l'UEMOA, etc.

Le document "Dettes extérieures publiques" est adressé au service compétent de l'Etat. Il permet le suivi de l'ensemble des flux réels ou imputés (pour les échéances contractuelles non réglées) ainsi que des encours, notamment au niveau des rubriques relatives au financement exceptionnel.

6 - Pratiques d'établissement des données

6.1 - Compte des opérations courantes

Biens

Les chiffres douaniers sont validés par le Comité de validation des statistiques du commerce extérieur qui regroupe, sous la présidence de la Direction Nationale de la Statistique et de l'Informatique (DNSI), les représentants de : la Direction Nationale de la BCEAO, la Direction Générale des Douanes (DGD), la Direction Nationale du Commerce et de la Concurrence (DNCC), la Direction Nationale de la Géologie et des Mines (DNGM), la Direction Nationale de l'Agriculture, la Direction Nationale de l'Élevage, la Direction Nationale du Service Vétérinaire, la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DNTCP), la Direction Nationale des Transports (DNT), l'Office National des Produits Pétroliers (ONAP), la Société chargée de l'inspection avant expédition des importations (COTECNA), la Compagnie Malienne pour le Développement des Textiles (CMDT).

Ces chiffres validés sont par la suite ajustés par la BCEAO, aux fins d'adaptation à l'optique de la balance des paiements. L'ajustement le plus important est le passage de la valorisation CAF à la valorisation FAB pour les importations. La BCEAO estime aussi les dépenses et recettes de soutage, les biens importés ou exportés pour transformation, les achats dans les ports et aéroports, ainsi que les importations des organismes publics étrangers établis au Mali.

Services

- *Transport* : Le fret maritime et le fret routier sont estimés par l'application d'un coefficient déterminé à la suite d'une enquête périodique de la BCEAO. Les informations sur le transport ferroviaire sont recueillies auprès de l'entreprise exploitant le réseau de chemin de fer (TRANSRAIL-SA). Les données du transport aérien sont fournies par les compagnies représentées dans le pays.

- *Voyages* : Pour les touristes étrangers, les estimations sont fondées sur les informations fournies par les hôtels et les agences de voyages, ainsi que les statistiques du Ministère de l'Artisanat et du Tourisme. Les données des principaux pays émetteurs sont également utilisées. Les dépenses des fonctionnaires maliens en mission à l'étranger sont collectées auprès de la DNTCP. Les dépenses des étudiants maliens à l'étranger sont connues auprès des donateurs de bourses étrangères et auprès du Ministère de l'Enseignement Supérieur pour les bourses nationales. Pour les autres agents, les informations sont obtenues à l'aide des questionnaires.

- *Autres types de services* : Les données sont tirées d'enquêtes auprès des entreprises. En outre, la DNTCP fournit les dépenses du Gouvernement malien à l'étranger. Les dépenses des ambassades et organisations internationales établies au Mali sont estimées à partir de l'enquête de la BCEAO.

Revenus

Les paiements d'intérêts sur la dette publique extérieure sont tirés du Tableau des opérations financières de l'Etat (TOFE). Les revenus des investissements, ainsi que les rémunérations des salariés des autres secteurs sont déterminés à partir de l'enquête de la BCEAO.

Transferts courants

Les données sur les aides publiques financières reçues sont tirées du TOFE. Celles sur les aides non financières sont collectées auprès de la DNCC et des ambassades concernées ou relevées dans les rapports du PNUD et du FED. Les transferts d'économies des travailleurs émigrés sont estimés à partir des données sur les transferts électroniques de fonds, des billets de banque étrangers collectés

par les intermédiaires financiers (bureaux de change, banques et BCEAO) et d'autres informations recueillies auprès des banques. Les données disponibles auprès des pays d'accueil sont aussi utilisées.

6.2 - Compte de capital et compte d'opérations financières

Transferts en capital

Ces données proviennent des enquêtes de la BCEAO et des services compétents de l'Etat (TOFE pour les dons-projets et les remises de dettes en faveur des administrations publiques).

Opérations financières

- *Investissements directs et de portefeuille* : Principalement connus par l'enquête de la BCEAO auprès des entreprises, ces investissements comprennent, au titre des investissements directs, les opérations sur le capital social, la contrepartie des bénéfices réinvestis et les prêts entre entreprises apparentées, y compris les crédits commerciaux. Pour les investissements de portefeuille, on distingue les titres de participation, les obligations, les instruments du marché monétaire et les produits financiers dérivés.

- *Autres investissements* : Les engagements des administrations publiques contiennent notamment la dette publique extérieure. Ils sont tirés du TOFE ou communiqués par la Direction Générale de la Dette Publique (DGDP). Les avoirs et engagements des autorités monétaires sont estimés au Siège de la BCEAO et transmis à la Direction Nationale. Les avoirs et engagements des autres institutions monétaires (c'est-à-dire les banques commerciales) proviennent essentiellement du dépouillement des documents comptables DEC 2000 globalisées et de l'enquête de la BCEAO.

- *Avoirs de réserve* : Ces avoirs sont fournis directement par le Siège de la BCEAO. Au niveau national, ils ne comprennent pas l'or monétaire, non réparti entre les pays membres et détenu par le Siège de la BCEAO.

7 - Validation des données

Le Comité de balance des paiements est l'organe de validation des données. Il est chargé de rechercher les méthodes propres à améliorer la collecte des données nécessaires à l'établissement des comptes extérieurs et de proposer les mesures nécessaires à leur application, d'arrêter périodiquement les statistiques de balance des paiements et de la position extérieure globale.

Présidé par le Ministre chargé des Finances, il est composé des représentants de la DNTCP, des Ministères chargés du Plan et du Commerce, de l'Office National des Postes, de la DGDP, de la DGD, de la DNSI et de la Direction Nationale de la BCEAO qui en assure le secrétariat.

8 - Autres aspects

Les comptes extérieurs du Mali sont produits annuellement, avec un délai d'environ un an après la fin de l'année de référence. Des estimations plus précoces existent, pour les besoins de la BCEAO et des services officiels ; elles sont considérées comme provisoires et leur diffusion est limitée. Après validation, les comptes extérieurs deviennent définitifs et sont diffusés largement.

La confidentialité est assurée par le caractère agrégé des données. Elle est garantie par le Règlement n° R09/98/CM/UEMOA cité plus haut. L'article 1 de l'Annexe III dispose : "La BCEAO est chargée de l'établissement de la balance des paiements extérieurs des Etats membres de l'UEMOA". L'article 2 suivant précise : "Les informations recueillies en application de l'article précédent ne peuvent être utilisées à d'autres fins, notamment celles de contrôle fiscal ou économique".

Annexe 2 : Ajustements des données monétaires

A - Tableau de réconciliation des statistiques financières internationales (FMI) et de balance des paiements : Avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale

	2004	2005	Variation
AVOIRS	(en millions de FCFA)		
Statistiques monétaires	410 447	477 395	66 948
Impact révision circulation fiduciaire : Pour mémoire			
Ajustements			
Total avoirs en balance des paiements	410 447	477 395	66 948
ENGAGEMENT			
selon les Statistiques Financières Internationales	73 900	64 800	-9 100
Recours FMI			0
selon les Statistiques Financières Internationales	74 293	58 662	-15 631
selon Balance des paiements	74 322	60 713	-13 609
Impact révision circulation fiduciaire : Pour mémoire			
Ajustements	4 573	198	-4 375
			0
Total engagements en balance des paiements	78 473	64 998	-13 475
AVOIRS EXTERIEURS NETS	331 974	412 397	80 423

Source : BCEAO.

B - Tableau de réconciliation des statistiques monétaires et de balance des paiements : Avoirs et engagements extérieurs des autres institutions monétaires

	2004	2005	Variation
AVOIRS	(en millions de FCFA)		
Statistiques monétaires (données FISEC)	130 169	136 888	6 719
Valeurs à l'encaissement non disponibles	-6 899	-5 383	1 516
Débiteurs divers	137	80	-57
Divers-comptes d'ordre	62	0	-62
Billets externes UMOA	6 269	6 249	-20
Ajustements			
Total avoirs en balance des paiements	129 738	137 834	8 096
ENGAGEMENT			
Statistiques monétaires (données FISEC)	86 083	112 072	25 989
Comptes exigibles après encaissement	-5 310	-4 134	1 176
Dépôts des Maliens de l'extérieur	28 453	42 790	14 337
Versement à effectuer sur titres de placement	0	0	0
Créditeurs divers	14	5	-9
Divers-comptes d'ordre	0	0	0
Ajustements			
Total engagements en balance des paiements	109 240	150 733	41 493
AVOIRS EXTERIEURS NETS	20 498	-12 899	-33 397

Source : BCEAO.

Annexe 3 : Tableaux complémentaires sur l'évolution des comptes

Tableau A1 : Evolution de la balance des paiements courants

RUBRIQUES	2001	2002	2003	2004	2005
	(en millions de FCFA)				
Biens	-7 008	113 370	-35 160	-61 515	-76 265
dont marchandises générales	-359 469	-285 966	-357 610	-333 058	-434 854
Services nets	-198 057	-151 667	-149 936	-153 552	-165 492
Revenus nets	-121 710	-167 410	-92 948	-102 931	-109 159
Transferts courants nets	99 503	101 987	120 554	101 946	120 033
Balance courante (BC)	-227 272	-103 720	-157 490	-216 052	-230 883
PIB*	2 212 038	2 222 735	2 453 555	2 632 100	2 894 000
BC/PIB (en %)	-10,3	-4,7	-6,4	-8,2	-8,0
BC hors dons officiels	-275 666	-134 560	-224 874	-267 427	-291 970
BC hors dons officiels/PIB (en %)	-12,5	-6,1	-9,2	-10,2	-10,1

*Données révisées du PIB.

Sources : BCEAO et Direction Nationale de la Statistique et de l'Informatique (DNSI).

Tableau A2 : Evolution des exportations FOB par produit (principales marchandises)

PRODUITS	2001	2002	2003	2004	2005
	(en millions de FCFA)				
Coton	73 273	130 946	194 850	187 887	140 494
Pierres et métaux précieux	353 843	402 563	330 073	270 567	369 019
Animaux vivants	46 084	27 327	24 535	22 904	27 829
Autres	49 902	33 087	28 001	37 913	34 602
Total statistiques douanières	523 102	593 923	577 459	519 271	571 944
Ajustements de valeur					
Ajustements de champ	8 488	16 021	-38 197	-6 532	4 631
EXPORTATIONS AJUSTEES	531 590	609 944	539 262	512 739	576 575

Sources : BCEAO et DNSI.

Tableau A3 : Evolution des exportations FOB ajustées de biens

PRODUITS	2001	2002	2003	2004	2005
	(en millions de FCFA)				
Coton	81 237	138 239	140 850	181 355	139 656
part en %	15,3	22,7	26,1	35,4	24,2
Or non monétaire	353 809	402 563	326 833	270 567	355 504
part en %	66,6	66,0	60,6	52,8	61,7
Animaux vivants	44 935	27 327	24 534	22 904	27 829
part en %	8,5	4,5	4,5	4,5	4,8
Autres	51 609	41 815	47 045	37 913	53 586
part en %	9,7	6,9	8,7	7,4	9,3
TOTAL EXPORTATIONS	531 590	609 944	539 262	512 739	576 575

Sources : BCEAO, DNSI.

Tableau A4 : Evolution des principales importations CAF par produits regroupés

PRODUITS	2001	2002	2003	2004	2005
	(en millions de FCFA)				
Produits alimentaires	89 269	83 775	124 830	98 125	134 337
Produits pétroliers	138 031	112 893	130 275	152 155	196 532
Biens intermédiaires	91 009	129 146	132 101	111 935	119 930
Machines et véhicules	229 007	158 266	199 478	157 876	155 844
Matériaux de construction	94 956	79 694	99 444	107 483	124 781
Autres	82 758	82 999	52 945	88 811	82 427
Total statistiques douanières	725 030	646 773	739 073	716 385	813 851
Ajustements de valeur					
Ajustements de champ	-9 401	-6 900	-11 093	16 392	11 212
Imports de marchandises gles ajustées CAF	715 629	639 873	727 980	732 777	825 063
Fret	-171 751	-140 772	-152 876	-146 555	-156 762
Assurance sur marchandises	-7 156	-6 399	-7 280	-10 992	-12 375
IMPORTATIONS FOB	536 722	492 702	567 824	575 230	655 926

Sources : BCEAO, DNSI, Direction Générale des Douanes (DGD).

Tableau A5 : Evolution des importations ajustées de marchandises générales (CAF)

PRODUITS	2001	2002	2003	2004	2005
	(en millions de FCFA)				
Produits alimentaires	87 859	82 740	124 346	98 125	130 771
part en %	12,3	12,9	17,1	13,4	15,8
Produits pétroliers	138 031	112 893	130 275	152 155	196 047
part en %	19,3	17,6	17,9	20,8	23,8
Machines et véhicules	221 956	153 091	196 727	157 876	148 856
part en %	31,0	23,9	27,0	21,5	18,0
Matériaux de construction	94 956	79 694	98 669	107 483	109 593
part en %	13,3	12,5	13,6	14,7	13,3
Produits chimiques	91 009	129 146	127 010	111 935	116 006
part en %	12,7	20,2	17,4	15,3	14,1
Autres	81 818	82 309	50 953	105 203	123 790
part en %	11,4	12,9	7,0	14,4	15,0
TOTAL	715 629	639 873	727 980	732 777	825 063

Sources : DNSI, DGD.

Tableau A6 : Exportations (FOB) du Mali à destination des autres pays de l'UEMOA en 2005

	Bénin	Burkina	RCI	Guinée B	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA	
Coton	en millions de FCFA	286	221	97	0	0	0	10	614
	en % exports de coton	0,2	0,2	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,4
	en % exports totales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
Or	en millions de FCFA	0	0	0	0	0	3	0	3
	en % exports d'or	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	en % exports totales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
Animaux vivants	en millions de FCFA	0	0	336	0	268	11 947	0	12 551
	en % exports Animaux	0,0	0,0	1,2	0,0	1,0	42,9	0,0	45,1
	en % exports totales	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	2,1	0,0	2,2
Divers	en millions de FCFA	2 673	1 186	7 000	16	807	4 266	204	16 152
	en % exports totales	0,5	0,2	1,2	0,0	0,1	0,7	0,0	2,8
Total	en millions de FCFA	2 959	1 408	7 434	16	1 075	16 213	214	29 318
	en % exports totales	0,5	0,2	1,3	0,0	0,2	2,8	0,0	5,1

Sources : DNSI, CMDT.

Tableau A7 : Importations (CAF) du Mali en provenance des autres pays de l'UEMOA en 2005

	Bénin	Burkina	RCI	Guinée B	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA	
Produits alimentaires	en millions de FCFA	3 294	796	19 287	44	18	6 241	591	30 271
	en % imports prodts alim.	2,5	0,6	14,7	0,0	0,0	4,8	0,5	23,1
	en % imports totales	0,4	0,1	2,4	0,0	0,0	0,8	0,1	3,7
Produits pétroliers	en millions de FCFA	72 162	207	23 019	0	2	33 918	43 256	172 564
	en % imports pétrole	36,8	0,1	11,7	0,0	0,0	17,3	22,1	88,0
	en % imports totales	8,9	0,0	2,8	0,0	0,0	4,2	5,3	21,2
Matériaux de const.	en millions de FCFA	13	247	21 047	110	1	21 464	8 489	51 371
	en % imports mat. const.	0,0	0,2	19,2	0,1	0,0	19,6	7,7	46,9
	en % imports totales	0,0	0,0	2,6	0,0	0,0	2,6	1,0	6,3
Machines & véhicules	en millions de FCFA	25	990	941	133	106	8 788	159	11 141
	en % imports mach.&véhic.	0,0	0,7	0,6	0,1	0,1	5,9	0,1	7,5
	en % imports totales	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	1,1	0,0	1,4
Produits chimiques	en millions de FCFA	1	611	16 228	25	5	18 330	554	35 755
	en % imports prodts chim.	0,0	0,5	14,0	0,0	0,0	15,8	0,5	30,8
	en % imports totales	0,0	0,1	2,0	0,0	0,0	2,3	0,1	4,4
Divers	en millions de FCFA	28	718	1 904	21	7	2 125	84	4 887
	en % imports totales	0,0	0,1	0,2	0,0	0,0	0,3	0,0	0,6
Total	en millions de FCFA	75 528	4 067	84 153	409	141	93 327	53 216	310 841
	en % imports totales	9,3	0,5	10,3	0,1	0,0	11,5	6,5	38,2

Source : DNSI.

Tableau A8 : Orientation géographique du commerce extérieur du Mali
Exportations FOB

	2001		2002		2003		2004		2005	
	Millions de FCFA	%	Millions de FCFA	%	Millions de FCFA	%	Millions de FCFA	%	Millions de FCFA	%
Destination										
EUROPE	411 447	77,4	508 821	83,4	422 132	73,1	173 781	33,9	207 825	36,3
Union européenne	411 209	77,4	225 305	36,9	66 497	11,5	44 454	8,7	33 432	5,8
dont France	218 861	41,2	119 092	19,5	27 874	4,8	19 144	3,7	12 793	2,2
Autres pays européens	238	0,0	283 516	46,5	355 635	61,6	129 327	25,2	174 393	30,5
AFRIQUE	58 411	11,0	57 881	9,5	69 311	12,0	200 809	39,2	240 145	42,0
UEMOA	46 360	8,7	43 668	7,2	43 415	7,5	37 623	7,3	29 318	5,1
Côte d'Ivoire	30 366	5,7	25 432	4,2	13 345	2,3	10 537	2,1	7 434	1,3
Sénégal	11 286	2,1	12 500	2,0	16 736	2,9	17 680	3,4	16 212	2,8
Burkina Faso	3 394	0,6	3 860	0,6	4 529	0,8	5 081	1,0	1 408	0,2
Bénin	37	0,0	452	0,1	1 118	0,2	833	0,2	2 959	0,5
Togo	47	0,0	28	0,0	2 620	0,5	860	0,2	214	0,0
Guinée Bissau	129	0,0	120	0,0	0	0,0	0	0,0	16	0,0
Niger	1 101	0,2	1 276	0,2	5 067	0,9	2 632	0,5	1 075	0,2
Autres	12 051	2,3	14 213	2,3	25 896	4,5	163 186	31,8	210 827	36,9
AMERIQUE	12 167	2,3	8 387	1,4	3 917	0,7	1 193	0,2	2 306	0,4
Etats-Unis	7 694	1,4	5 096	0,8	658	0,1	1 090	0,2	995	0,2
Autres	4 473	0,8	3 291	0,5	3 259	0,6	103	0,0	1 311	0,2
ASIE	49 512	9,3	34 851	5,7	82 067	14,2	136 946	26,7	121 510	21,2
Chine	144	0,0	907	0,1	6 448	1,1	48 365	9,4	33 222	5,8
Taiwan	4 067	0,8	3 889	0,6	973	0,2	12 593	2,5	6 843	1,2
Autres	45 301	8,5	30 055	4,9	74 646	12,9	75 988	14,8	81 445	14,2
AUTRES	53	0,0	4	0,0	32	0,0	10	0,0	158	0,0
Total	531 590	100	609 944	100	577 459	100	512 739	100	571 944	100

Sources : Calcul BCEAO sur données DNSI, DNGM, CMDT.

Tableau A9 : Orientation géographique du commerce extérieur du Mali

Importations CAF

Destination	2001		2002		2003		2004		2005	
	Millions de FCFA	%	Millions de FCFA	%	Millions de FCFA	%	Millions de FCFA	%	Millions de FCFA	%
EUROPE	276 128	38,1	233 127	36,0	252 630	34,2	228 221	31,9	215 350	26,5
Union européenne	265 573	36,6	217 581	33,6	232 577	31,5	211 404	29,5	186 857	23,0
dont France	135 524	18,7	119 321	18,5	133 287	18,0	105 934	14,8	102 823	12,6
Autres pays européens	10 555	1,5	15 546	2,4	20 053	2,7	16 817	2,3	28 493	3,5
AFRIQUE	278 494	38,4	258 340	39,9	308 669	41,8	322 634	45,0	401 991	49,4
UEMOA	234 203	32,3	227 782	35,2	265 113	35,9	280 364	39,1	310 841	38,2
Côte d'Ivoire	165 858	22,9	137 482	21,3	64 566	8,7	70 079	9,8	84 153	10,3
Sénégal	35 459	4,9	50 063	7,7	73 330	9,9	71 375	10,0	93 327	11,5
Burkina Faso	4 147	0,6	1 562	0,2	4 590	0,6	3 115	0,4	4 067	0,5
Bénin	6 870	0,9	6 358	1,0	35 490	4,8	71 888	10,0	75 528	9,3
Togo	21 699	3,0	32 250	5,0	86 971	11,8	63 067	8,8	53 216	6,5
Guinée Bissau	170	0,0	65	0,0	38	0,0	688	0,1	409	0,1
Niger		0,0	2	0,0	128	0,0	152	0,0	141	0,0
Autres	44 291	6,1	30 558	4,7	43 556	5,9	42 270	5,9	91 150	11,2
AMERIQUE	62 182	8,6	42 193	6,5	65 361	8,8	49 070	6,8	65 540	8,1
Etats-Unis	39 200	5,4	23 530	3,6	35 617	4,8	30 224	4,2	36 788	4,5
Autres	22 982	3,2	18 663	2,9	29 744	4,0	18 846	2,6	28 752	3,5
ASIE	91 092	12,6	90 493	14,0	107 477	14,5	111 891	15,6	123 566	15,2
Chine	19 903	2,7	15 424	2,4	22 574	3,1	36 291	5,1	39 983	4,9
Taiwan	2 499	0,3	1 724	0,3	1 058	0,1	1 657	0,2	806	0,1
Autres	68 690	9,5	73 345	11,3	83 845	11,3	73 943	10,3	82 777	10,2
AUTRES	17 134	2,4	22 566	3,5	4 936	0,7	4 569	0,6	7 404	0,9
Total	725 030	100	646 719	100	739 073	100	716 385	100	813 851	100

Sources : Direction Nationale de la Statistique et de l'Informatique, Direction Générale des Douanes.

Tableau A10 : Orientation géographique du commerce extérieur du Mali en 2005 (en valeur et en volume)

Régions	Importations CAF		Exportations FOB	
	Valeur (en F CFA)	Volume (en kg)	Valeur (en F CFA)	Volume (en kg)
EUROPE	215 349 680 592	397 262 048	207 824 790 144	49 922 617
<i>Union Européenne</i>	<i>186 856 896 787</i>	<i>281 511 904</i>	<i>33 432 331 110</i>	<i>46 838 922</i>
France	102 822 648 067	159 158 855	12 792 705 239	7 424 290
Allemagne	16 367 545 510	22 642 303	9 803 274 740	9 938 108
Italie	6 836 174 885	20 794 147	6 822 529 121	22 867 769
Pays-Bas	7 057 832 089	16 090 488	584 546 969	1 458 908
Royaume-Uni	5 424 672 773	5 468 463	263 449 872	518 650
<i>Autres pays européens de l'UE</i>	<i>48 348 023 463</i>	<i>57 357 648</i>	<i>3 165 825 169</i>	<i>4 631 197</i>
<i>Autres pays d'Europe</i>	<i>28 492 783 805</i>	<i>115 750 144</i>	<i>174 392 459 034</i>	<i>3 083 695</i>
Dont Suisse	1 708 059 541	1 506 145	173 400 983 115	1 059 671
AFRIQUE	401 991 346 632	1 730 120 988	240 145 047 437	133 706 795
<i>CEDEAO</i>	<i>359 254 471 804</i>	<i>1 676 660 790</i>	<i>37 280 955 042</i>	<i>117 597 821</i>
<i>UEMOA</i>	<i>310 841 158 422</i>	<i>1 479 464 634</i>	<i>29 317 791 696</i>	<i>103 843 866</i>
Bénin	75 528 470 269	186 825 065	2 958 730 281	6 349 540
Burkina	4 067 101 936	6 542 825	1 407 556 653	4 890 224
Côte d'Ivoire	84 153 170 852	490 538 331	7 433 572 954	17 611 485
Guinée Bissau	409 416 882	383 184	15 838 776	12 150
Niger	140 791 079	273 872	1 075 123 462	10 242 715
Sénégal	93 326 731 456	563 913 591	16 212 708 831	59 892 544
Togo	53 215 475 948	230 987 766	214 260 739	4 845 208
<i>Autres pays de la CEDEAO</i>	<i>48 413 313 382</i>	<i>197 196 156</i>	<i>7 963 163 346</i>	<i>13 753 955</i>
Cap vert	31 080 000	120 378	-	-
Gambie	358 294 965	830 740	7 500 000	60 000
Ghana	26 806 397 274	141 789 907	5 802 113 436	11 388 049
Guinée Conakry	3 466 685 969	14 241 599	1 877 558 770	1 495 203
Libéria	-	-	-	-
Nigeria	17 749 672 960	40 211 102	274 589 941	782 721
Sierra Leone	1 182 214	2 430	1 401 199	27 982
<i>Autres pays d'Afrique</i>	<i>42 736 874 828</i>	<i>53 460 198</i>	<i>202 864 092 395</i>	<i>16 108 974</i>
<i>Dont : CEMAC</i>	<i>40 253 978 180</i>	<i>46 950 408</i>	<i>201 621 591 449</i>	<i>10 524 009</i>
Algérie	639 522 691	5 632 895	199 158 814	54 104
Maroc	3 166 939 161	6 378 052	1 174 779 110	3 396 615
Tunisie	2 813 484 479	13 450 425	734 337 040	1 649 357
Cameroun	398 986 970	481 689	82 102 233	381 517
Kenya	134 865 235	162 237	50 000	202
Afrique du Sud	33 100 179 644	20 845 110	199 431 164 252	5 042 214
AMERIQUE	65 539 745 895	170 924 234	2 306 451 050	1 974 632
Canada	4 674 391 561	4 988 918	134 057 160	61 815
Etats-Unis	36 787 518 933	16 100 597	995 203 792	540 579
<i>Autres pays d'Amérique</i>	<i>24 077 835 401</i>	<i>149 834 719</i>	<i>1 177 190 098</i>	<i>1 372 238</i>
ASIE	123 566 677 141	380 893 627	121 509 512 999	230 360 959
Chine	39 983 784 196	72 028 710	33 191 788 834	70 056 212
Hong-Kong	4 894 114 716	6 704 517	30 333 200	138 704
Inde	19 929 469 959	100 168 043	1 243 877 709	3 391 018
Japon	18 374 784 196	8 162 862	1 143 809 909	397 222
Taiwan	805 988 234	1 005 523	6 842 979 485	12 297 906
Thaïlande	10 667 133 079	80 853 754	11 232 842 476	18 908 949
<i>Autres pays d'Asie</i>	<i>28 911 402 761</i>	<i>111 970 218</i>	<i>67 823 881 386</i>	<i>125 170 948</i>
OCEANIE	7 403 708 661	8 800 680	158 459 840	21 167
<i>Dont : Australie-Nouvelle Zélande</i>	<i>7 403 708 661</i>	<i>8 800 680</i>	<i>158 459 840</i>	<i>21 167</i>
TOTAL GENERAL	813 851 158 921	2 688 001 577	571 944 261 470	415 986 170

Source : DNSI.

Tableau A11 : Evolution du compte d'opérations financières

RUBRIQUES	2001	2002	2003*	2004	2005
	(en millions de FCFA)				
Investissements directs	76 577	168 832	76 043	52 945	118 544
Investissements de portefeuille & dérivés financiers	8 522	37 348	306	-1 599	-7 991
Autres investissements	23 291	-88 101	83 891	-15 188	91 418
dont capitaux publics	81 700	61 000	60 700	45 826	83 400
Avoirs de réserve	10 241	-110 783	-125 929	84 480	-66 978
SOLDE DES OPERATIONS FINANCIERES	118 631	7 296	34 311	120 638	134 993

Sources : BCEAO, DNTCP (TOFE).

*Rupture de série des avoirs de réserve à partir de 2003 suite au changement de la base de détermination de la circulation fiduciaire.

Tableau A12 : Balance des paiements du Mali - Transactions au cours de la période (en millions de FCFA)

Période	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003*	2004	2005
Compte des transactions courantes	-133 412	-104 132	-122 821	-155 755	-181 214	-227 272	-103 720	-157 490	-216 052	-230 883
Biens	-60 686	9 188	-1 206	-21 248	-33 409	-7 008	113 370	-35 160	-61 515	-76 265
<i>Crédit</i>	221 414	327 704	328 131	351 573	388 130	531 590	609 944	539 262	515 835	580 673
<i>Débit</i>	-282 100	-318 516	-329 337	-372 821	-421 539	-538 598	-496 574	-574 422	-577 350	-656 938
Marchandises générales	-99 978	-108 156	-134 337	-160 423	-221 454	-359 469	-285 966	-357 610	-333 058	-434 855
Exportations FAB	181 525	210 360	195 000	209 076	198 507	177 253	206 736	210 214	242 172	221 071
Exportations selon les statistiques douanières	235 285	317 633	215 212	209 076	202 325	168 765	190 715	248 411	248 704	216 440
Ajustements	-53 760	-107 273	-20 212	0	-3 818	8 488	16 021	-38 197	-6 532	4 631
Pour champs d'application	-13 871	10 032	-20 212	0	-3 818	8 488	16 021	-38 197	-6 532	4 631
Pour classification	-39 740	-117 305								
Pour évaluation	-149									
Pour chronologie										
Importations FAB	-281 503	-318 516	-329 337	-369 499	-419 961	-536 722	-492 702	-567 824	-575 230	-655 926
Importations selon les statistiques douanières (CAF)	-416 928	-419 055	-478 937	-507 239	-573 523	-725 030	-646 773	-739 073	-716 385	-813 851
Ajustements	135 425	100 539	149 600	137 740	153 562	188 308	154 071	171 249	141 155	157 925
Pour champs d'application	-21 761	14 345	30 838	0	0	9 401	6 900	11 093	-16 392	-11 212
Pour classification	83 859	86 194	118 762	137 740	153 562	178 907	147 171	160 156	157 547	169 137
Pour évaluation	73 327									
Pour chronologie										
Biens importés ou exportés pour transformation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Réparations de biens	6	0	6	-3 322	-675	-878	-3 872	-1 702	-1 070	-1 012
<i>Crédit</i>	6		6			48		89		
<i>Débit</i>				-3 322	-675	-926	-3 872	-1 791	-1 070	-1 012
Achats de biens dans les ports par les transporteurs	-459	39	40	64	-686	-470	645	-2 681	2 046	4 098
<i>Crédit</i>	138	39	40	64	217	480	645	2 126	3 096	4 098
<i>Débit</i>	-597	0	0	0	-903	-950	0	-4 807	-1 050	0
Dans les ports maritimes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dans les aéroports	-459	39	40	64	-822	-470	645	192	2 046	4 098
<i>Crédit</i>	138	39	40	64	81	480	645	2 126	3 096	4 098
<i>Débit</i>	-597				-903	-950		-1 934	-1 050	0
Dans d'autres ports	0	0	0	0	136	0	0	-2 873	0	0
<i>Crédit</i>					136					
<i>Débit</i>								-2 873		
Or non monétaire	39 745	117 305	133 085	142 433	189 406	353 809	402 563	326 833	270 567	355 504
<i>Crédit</i>	39 745	117 305	133 085	142 433	189 406	353 809	402 563	326 833	270 567	355 504
<i>Débit</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Detenu à titre de réserve de valeur	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Detenu à d'autres fins	39 745	117 305	133 085	142 433	189 406	353 809	402 563	326 833	270 567	355 504
<i>Crédit</i>	39 745	117 305	133 085	142 433	189 406	353 809	402 563	326 833	270 567	355 504
<i>Débit</i>										
Services	-149 129	-156 917	-159 235	-161 313	-167 905	-198 057	-151 667	-149 936	-153 552	-165 492
<i>Crédit</i>	47 001	47 378	49 219	67 722	70 516	110 820	118 082	130 337	127 395	144 678
<i>Débit</i>	-196 130	-204 295	-208 454	-229 035	-238 421	-308 877	-269 749	-280 273	-280 947	-310 170
Transports	-114 987	-117 670	-120 502	-130 129	-146 320	-176 583	-145 639	-156 720	-164 909	-171 930
<i>Crédit</i>	14 751	14 635	14 997	19 878	23 569	17 439	14 639	24 790	16 184	18 511
<i>Débit</i>	-129 738	-132 305	-135 499	-150 007	-169 889	-194 022	-160 278	-181 510	-181 093	-190 441
dont : Passager	-13 496	-14 225	-15 347	-11 459	-13 716	-18 971	-17 773	-22 353	-29 736	-29 097
<i>Crédit</i>	1 381	1 430	1 535	3 921	4 713	1 954	405	4 620	1 226	637
<i>Débit</i>	-14 877	-15 655	-16 882	-15 380	-18 429	-20 925	-18 178	-26 973	-30 962	-29 734
dont : Fret	-107 409	-108 895	-112 330	-127 085	-136 960	-158 163	-127 557	-135 058	-133 229	-143 403
<i>Crédit</i>	3 770	3 850	4 191	4 797	12 156	13 587	13 215	17 930	13 326	13 357
<i>Débit</i>	-111 179	-112 745	-116 521	-131 882	-149 116	-171 750	-140 772	-152 988	-146 555	-156 760
dont : Autres services de transport	5 918	5 450	7 175	8 415	4 356	551	-309	691	-1 944	570
<i>Crédit</i>	9 600	9 355	9 271	11 160	6 700	1 898	1 019	2 240	1 632	4 517
<i>Débit</i>	-3 682	-3 905	-2 096	-2 745	-2 344	-1 347	-1 328	-1 549	-3 576	-3 947
Transports maritimes	-40 131	-41 430	-41 911	-47 459	-54 629	-86 736	-77 349	-84 082	-81 748	-86 335
<i>Crédit</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	27	1 203
<i>Débit</i>	-40 131	-41 430	-41 911	-47 459	-54 629	-86 736	-77 349	-84 082	-81 775	-87 538
Passagers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Fret	-40 131	-41 430	-41 911	-47 459	-54 629	-86 736	-77 349	-84 082	-80 606	-86 218
<i>Crédit</i>										
<i>Débit</i>	-40 131	-41 430	-41 911	-47 459	-54 629	-86 736	-77 349	-84 082	-80 606	-86 218

Tableau A12 : Balance des paiements du Mali - Transactions au cours de la période (en millions de FCFA) (suite)

Période	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003*	2004	2005
Autres services de transport maritime	0	0	0	0	0	0	0	0	-1 142	-117
<i>Crédit</i>									27	1 203
<i>Débit</i>									-1 169	-1 320
Transports aériens	-11 143	-12 294	-12 772	-12 119	-14 312	-31 972	-28 472	-34 004	-40 247	-39 304
<i>Crédit</i>	7 794	7 624	7 890	9 568	12 095	3 181	985	5 984	2 713	3 314
<i>Débit</i>	-18 937	-19 918	-20 662	-21 687	-26 407	-35 153	-29 457	-39 988	-42 960	-42 618
Passagers	-13 534	-14 275	-15 412	-12 068	-13 900	-19 626	-18 005	-23 229	-29 854	-29 734
<i>Crédit</i>	1 343	1 380	1 470	3 130	4 365	1 299	0	3 744	1 108	0
<i>Débit</i>	-14 877	-15 655	-16 882	-15 198	-18 265	-20 925	-18 005	-26 973	-30 962	-29 734
Fret	-1 100	-1 174	-1 485	-3 598	-4 398	-12 864	-10 558	-11 466	-10 991	-11 757
<i>Crédit</i>	1 351	1 400	1 600	1 720	2 075	17	0	0	0	0
<i>Débit</i>	-2 451	-2 574	-3 085	-5 318	-6 473	-12 881	-10 558	-11 466	-10 991	-11 757
Autres services de transport aérien	3 491	3 155	4 125	3 547	3 986	518	91	691	598	2 187
<i>Crédit</i>	5 100	4 844	4 820	4 718	5 655	1 865	985	2 240	1 605	3 314
<i>Débit</i>	-1 609	-1 689	-695	-1 171	-1 669	-1 347	-894	-1 549	-1 007	-1 127
Autres modes de transport	-63 713	-63 946	-65 819	-70 551	-77 379	-57 875	-39 818	-38 634	-42 914	-46 291
<i>Crédit</i>	6 957	7 011	7 107	10 310	11 474	14 258	13 654	18 806	13 444	13 994
<i>Débit</i>	-70 670	-70 957	-72 926	-80 861	-88 853	-72 133	-53 472	-57 440	-56 358	-60 285
Passagers	38	50	65	609	184	655	232	876	118	637
<i>Crédit</i>	38	50	65	791	348	655	405	876	118	637
<i>Débit</i>	0	0	0	-182	-164	0	-173	0	0	0
Fret	-66 178	-66 291	-68 934	-76 028	-77 933	-58 563	-39 650	-39 510	-41 632	-45 428
<i>Crédit</i>	2 419	2 450	2 591	3 077	10 081	13 570	13 215	17 930	13 326	13 357
<i>Débit</i>	-68 597	-68 741	-71 525	-79 105	-88 014	-72 133	-52 865	-57 440	-54 958	-58 785
Autres services de transport - autres modes	2 427	2 295	3 050	4 868	370	33	-400	0	-1 400	-1 500
<i>Crédit</i>	4 500	4 511	4 451	6 442	1 045	33	34	0	0	0
<i>Débit</i>	-2 073	-2 216	-1 401	-1 574	-675	0	-434	0	-1 400	-1 500
Voyages	-8 078	-8 490	-8 174	-6 047	55	38 494	47 230	46 679	39 052	37 688
<i>Crédit</i>	12 322	13 692	14 455	18 534	28 724	64 648	72 478	74 331	74 170	78 258
<i>Débit</i>	-20 400	-22 182	-22 629	-24 581	-28 669	-26 154	-25 248	-27 652	-35 118	-40 570
Voyages à titre professionnel	-10 834	-10 661	-10 134	-10 896	-5 300	13 051	14 677	15 042	8 921	7 098
<i>Crédit</i>	3 724	4 625	5 209	6 345	14 052	25 818	29 083	31 155	32 131	35 342
<i>Débit</i>	-14 558	-15 286	-15 343	-17 241	-19 352	-12 767	-14 406	-16 113	-23 210	-28 244
Dépenses des travailleurs saisonniers et frontaliers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres voyages à titre professionnel	-10 834	-10 661	-10 134	-10 896	-5 300	13 051	14 677	15 042	8 921	7 098
<i>Crédit</i>	3 724	4 625	5 209	6 345	14 052	25 818	29 083	31 155	32 131	35 342
<i>Débit</i>	-14 558	-15 286	-15 343	-17 241	-19 352	-12 767	-14 406	-16 113	-23 210	-28 244
Voyages à titre personnel	2 756	2 171	1 960	4 849	5 355	25 443	32 553	31 637	30 131	30 590
<i>Crédit</i>	8 598	9 067	9 246	12 189	14 672	38 830	43 395	43 176	42 039	42 916
<i>Débit</i>	-5 842	-6 896	-7 286	-7 340	-9 317	-13 387	-10 842	-11 539	-11 908	-12 326
Pour raisons de santé	0	-950	-962	-937	-375	-687	-469	-398	-1 420	-1 655
<i>Crédit</i>	0		1	3	5	0	120	218	485	369
<i>Débit</i>	0	-950	-963	-940	-380	-687	-589	-616	-1 905	-2 024
A but éducatif	-1 333	-1 350	-1 389	-1 882	-2 234	-1 495	-1 181	-1 366	-1 462	-2 621
<i>Crédit</i>	1 600	1 600	1 631	1 968	1 017	96	15	919	919	24
<i>Débit</i>	-2 933	-2 950	-3 020	-3 850	-3 251	-1 511	-1 277	-1 381	-2 381	-2 645
Autres voyages à titre personnel	4 089	4 471	4 311	7 668	7 964	27 625	34 203	33 401	33 013	34 866
<i>Crédit</i>	6 998	7 467	7 614	10 218	13 650	38 814	43 179	42 943	40 635	42 523
<i>Débit</i>	-2 909	-2 996	-3 303	-2 550	-5 686	-11 189	-8 976	-9 542	-7 622	-7 657
Services de communication	-318	-2 630	-2 381	575	3 335	785	2 220	1 445	13 139	11 233
<i>Crédit</i>	81	59	325	2 338	6 221	4 989	7 190	7 083	19 965	23 333
<i>Débit</i>	-399	-2 689	-2 706	-1 763	-2 886	-4 204	-4 970	-5 638	-6 826	-12 100
Services de construction	546	1 163	1 143	-856	297	-1 749	-22 091	-9 342	-7 041	-8 896
<i>Crédit</i>	596	1 649	1 649	0	1 072	5 817	55	3 417	1 195	1 046
<i>Débit</i>	-50	-486	-506	-856	-775	-7 566	-22 146	-12 759	-8 236	-9 942
Services d'assurance	-2 502	-3 154	-3 218	-3 027	-3 974	-7 330	-9 812	-10 399	-16 123	-17 008
<i>Crédit</i>	402	463	914	365	1 093	1 854	1 192	709	895	1 709
<i>Débit</i>	-2 904	-3 617	-4 132	-3 392	-5 067	-9 184	-11 004	-11 108	-17 018	-18 717
Assurance-vie et pensions/caisses de retraite	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Assurance marchandise	-1 950	-2 109	-2 126	-2 486	-2 768	-6 000	-6 186	-7 278	-10 992	-12 375
<i>Crédit</i>	26	30	115	50	100	1 150	30	0	0	0
<i>Débit</i>	-1 976	-2 139	-2 241	-2 536	-2 868	-7 156	-6 216	-7 278	-10 992	-12 375
Autres assurances directes (incendie, accident, etc.)	-83	-156	-405	-95	-309	-779	-2 413	-1 925	-2 460	-2 417
<i>Crédit</i>		0	0	0	0	275	100	30	20	80
<i>Débit</i>	-83	-156	-405	-95	-309	-1 054	-2 513	-1 955	-2 480	-2 497

Tableau A12 : Balance des paiements du Mali - Transactions au cours de la période (en millions de FCFA) (suite)

Période	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003*	2004	2005
Réassurance	-692	-877	-1 307	-596	-1 458	-822	-1 672	-1 789	-3 178	-2 711
Crédit	111	89	106	116	307	114	577	59	319	1 019
Débit	-803	-966	-1 413	-712	-1 765	-936	-2 249	-1 848	-3 497	-3 730
Services auxiliaires	223	-12	620	150	561	277	459	593	507	495
Crédit	265	344	693	199	686	315	485	620	556	610
Débit	-42	-356	-73	-49	-125	-38	-26	-27	-49	-115
Services financiers (autres qu' assurances)	1 853	1 961	-252	-173	-3 826	-290	-2 539	-3 573	658	-9
Crédit	2 282	2 414	139	432	550	1 115	1 704	1 150	1 886	2 229
Débit	-429	-453	-391	-605	-4 376	-1 405	-4 243	-4 723	-1 228	-2 238
Services informatique et d'information	0	-182	-203	-768	-870	-558	-447	-1 215	-3 263	-4 383
Crédit	0	0	3	0	0	0	82	0	3	0
Débit	0	-182	-206	-768	-870	-558	-529	-1 215	-3 266	-4 383
Redevances et droits de licence	-1 017	-1 087	-754	-885	-940	-780	-411	-514	-227	-488
Crédit	0	0	0	0	0	57	33	0	94	87
Débit	-1 017	-1 087	-754	-885	-940	-837	-444	-514	-321	-575
Autres services aux entreprises	-21 330	-21 553	-19 877	-16 786	-12 739	-52 399	-28 690	-23 396	-13 765	-12 483
Crédit	6 441	7 385	9 226	16 312	4 382	6 895	6 944	9 146	5 358	8 374
Débit	-27 771	-28 938	-29 103	-33 098	-17 121	-59 294	-35 634	-32 542	-19 123	-20 857
Négoce internat. et autres services liés au commerce	5 539	4 610	6 485	12 385	56	0	-40	0	0	-41
Crédit	5 539	4 610	6 600	12 535	843	0	0	0	0	0
Débit	0	0	-115	-150	-787	0	-40	0	0	-41
Négoce international	5 539	4 604	6 585	12 385	-747	0	0	0	0	0
Crédit	5 539	4 604	6 600	12 535	0	0	0	0	0	0
Débit	0	0	-15	-150	-747	0	0	0	0	0
Autres services liés au commerce	0	6	-100	0	803	0	-40	0	0	-41
Crédit	0	6	0	0	843	0	0	0	0	0
Débit	0	0	-100	0	-40	0	-40	0	0	-41
Location-exploitation	-14	0	0	-102	-52	-157	-1 145	-1 204	-170	63
Crédit	8	0	0	25	27	17	11	58	52	191
Débit	-22	0	0	-127	-79	-174	-1 156	-1 262	-222	-128
Div. serv. aux entreprises, spécialisés et techniques	-26 855	-26 163	-26 362	-29 069	-12 743	-52 242	-27 505	-22 192	-13 595	-12 505
Crédit	894	2 775	2 626	3 752	3 512	6 878	6 933	9 088	5 306	8 183
Débit	-27 749	-28 938	-28 988	-32 821	-16 255	-59 120	-34 438	-31 280	-18 901	-20 688
Serv. Juridiq., compt., conseil en gest., relat* pub.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Services juridiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Services comptables, audit et consultation fiscale	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Conseil en gestion et relations publiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Publicité, études de marché, sondages opinion pub.	2	0	-79	-39	-133	-93	28	-52	-92	408
Crédit	20	1	17	17	2	39	5	95	589	
Débit	-18	-80	-56	-133	-95	-11	-57	-187	-181	
Recherche et développement	0	0	0	0	0	0	0	43	366	0
Crédit	0	0	0	0	0	0	0	43	366	0
Débit	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Architecture, ingénierie et autres services tech.	-10 640	-5 000	0	65	0	5	0	0	-117	0
Crédit	0	0	0	65	0	5	0	0	71	0
Débit	-10 640	-5 000	0	0	0	0	0	0	-188	0
Services agricoles, miniers et traitement sur place	-3 266	-19 503	0	0	0	0	0	0	-8 750	-10 299
Crédit	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Débit	-3 266	-19 503	0	0	0	0	0	0	-8 750	-10 299
Traitement des ordures et dépollution	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres services agricoles ou miniers	-3 266	-19 503	0	0	0	0	0	0	-8 750	-10 299
Crédit	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Débit	-3 266	-19 503	0	0	0	0	0	0	-8 750	-10 299
Autres services divers aux entreprises	-12 951	-1 660	-26 283	-29 095	-12 610	-52 154	-27 533	-22 183	-5 002	-2 614
Crédit	874	2 775	2 625	3 735	3 512	6 871	6 894	9 040	4 774	7 594
Débit	-13 825	-4 435	-28 908	-32 830	-16 122	-59 025	-34 427	-31 223	-9 776	-10 208
Services entre entreprises apparentées n.i.a.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Services personnels, culturels et récréatifs	0	-1	0	0	35	-97	-93	-42	-6 790	-7 435
Crédit	0	0	0	0	35	45	0	101	16	160
Débit	0	-1	0	0	0	-142	-93	-143	-6 806	-7 595
Services audio-visuels et connexes	0	0	0	0	0	24	-93	-136	-480	-591
Crédit	0	0	0	0	0	24	0	7	1	4
Débit	0	0	0	0	0	0	-93	-143	-481	-595
Autres services personnels, culturels et récréatifs	0	-1	0	0	35	-121	0	94	-6 310	-6 844
Crédit	0	0	0	0	35	21	0	94	15	156
Débit	0	-1	0	0	0	-142	0	0	-6 325	-7 000
Services d'éducation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Services de santé	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Tableau A12 : Balance des paiements du Mali - Transactions au cours de la période (en millions de FCFA) (suite)

Période	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003*	2004	2005
Autres	0	-1	0	0	35	-121	0	94	-6 310	-6 844
<i>Crédit</i>					35	21		94	15	156
<i>Débit</i>		-1				-142			-6 325	-7 000
Serv. fournis ou reçus par les administrat ^e pub., p.c.c	-3 296	-5 274	-5 017	-3 217	-2 958	2 450	8 605	7 141	5 717	8 219
<i>Crédit</i>	10 126	7 081	7 511	9 863	4 870	7 961	13 765	9 610	7 629	10 971
<i>Débit</i>	-13 422	-12 355	-12 528	-13 080	-7 828	-5 511	-5 160	-2 469	-1 912	-2 752
Ambassades et consulats	3 788	-5 289	-5 513	-3 105	-2 895	2 538	7 755	7 666	5 261	6 955
<i>Crédit</i>	9 613	7 066	7 015	9 295	4 837	7 905	12 915	9 201	7 173	9 707
<i>Débit</i>	-5 825	-12 355	-12 528	-12 400	-7 732	-5 367	-5 160	-1 535	-1 912	-2 752
Unités et délégations militaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres services fournis/reçus par les adm. pub.	-7 084	15	496	-112	-63	-88	850	-525	456	1 264
<i>Crédit</i>	513	15	496	568	33	56	850	409	456	1 264
<i>Débit</i>	-7 597			-680	-96	-144		-934		
Revenus	-22 013	-30 167	-29 968	-43 135	-69 901	-121 710	-167 410	-92 948	-102 931	-109 159
<i>Crédit</i>	13 609	11 097	12 286	19 295	14 633	16 225	25 171	12 393	12 667	35 715
<i>Débit</i>	-35 622	-41 264	-47 254	-62 430	-84 534	-137 935	-192 581	-105 341	-115 598	-144 874
Rémunération des salaires (y compris frontaliers, saisonniers et autres salaires)	676	851	692	1 867	1 147	2 248	3 472	3 061	2 686	2 847
<i>Crédit</i>	1 262	1 339	1 469	2 630	2 840	4 466	7 778	8 679	9 185	12 618
<i>Débit</i>	-586	-488	-777	-763	-1 693	-2 218	-4 306	-5 618	-6 499	-9 771
Revenus des investissements	-22 689	-31 018	-30 660	-45 002	-71 048	-123 958	-170 882	-96 009	-105 617	-112 006
<i>Crédit</i>	12 347	9 758	15 817	16 665	11 759	11 759	17 393	3 714	3 482	23 097
<i>Débit</i>	-35 036	-40 776	-46 477	-61 667	-82 841	-135 717	-188 275	-99 723	-109 099	-135 103
Revenus des investissements directs	-8 571	-11 048	-21 088	-30 583	-53 549	-102 442	-158 360	-69 380	-80 232	-81 432
<i>Crédit</i>	59	0	14	3 922	455	577	51	376	66	18 961
<i>Débit</i>	-8 630	-11 048	-21 102	-34 505	-54 004	-103 019	-158 411	-69 756	-80 298	-100 393
Revenus des actions et autres titres de participation	-8 460	-10 772	-21 097	-30 501	-53 194	-101 731	-157 823	-68 818	-81 365	-78 476
<i>Crédit</i>	59	0	0	3 908	441	563	8	376	66	18 961
<i>Débit</i>	-8 519	-10 772	-21 097	-34 409	-53 635	-102 294	-157 831	-69 194	-81 431	-97 437
Dividendes et bénéfices distribués des filiales	-636	-513	-505	3 409	-35 770	-17 542	-107 486	-74 413	-31 737	-57 944
<i>Crédit</i>	14			3 908	441	1	8	376	66	151
<i>Débit</i>	-650	-513	-505	-499	-36 211	-17 543	-107 494	-74 789	-31 803	-58 095
Bénéfices réinvestis et non distribués des filiales	-7 824	-10 259	-20 592	-33 910	-17 424	-84 189	-50 337	5 595	-49 628	-20 532
<i>Crédit</i>	45					562				18 810
<i>Débit</i>	-7 869	-10 259	-20 592	-33 910	-17 424	-84 751	-50 337	5 595	-49 628	-39 342
Revenus des titres de créances (intérêts)	-111	-276	9	-82	-355	-711	-537	-562	1 133	-2 956
<i>Crédit</i>			14	14	14	14	43	0	0	0
<i>Débit</i>	-111	-276	-5	-96	-369	-725	-580	-562	1 133	-2 956
Revenus des investissements de portefeuille	-1 963	-1 318	-2 021	-1 471	-822	-13 536	-6 233	-10 008	-9 495	-6 588
<i>Crédit</i>	1 062	1 541	2 899	1 468	1 587	4 071	5 099	1 358	1 708	2 202
<i>Débit</i>	-3 025	-2 859	-4 920	-2 939	-2 409	-17 607	-11 332	-11 366	-11 203	-8 790
Rev. des act ^e et autr. titres de particip. (dividendes)	-627	-747	-1 391	-65	-39	-872	-2 191	-4 341	-2 958	-2 603
<i>Crédit</i>	14	383	465	0	0	4	26	29	72	90
<i>Débit</i>	-641	-1 130	-1 856	-65	-39	-876	-2 217	-4 370	-3 030	-2 693
Autorités monétaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Administrations publiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Banques	-85	152	405	-31	0	-431	-442	-925	-326	-1 605
<i>Crédit</i>		325	405						8	10
<i>Débit</i>	-85	-173		-31		-431	-442	-925	-334	-1 615
Autres secteurs	-542	-899	-1 796	-34	-39	-441	-1 749	-3 416	-2 632	-998
<i>Crédit</i>	14	58	60			4	26	29	64	80
<i>Débit</i>	-556	-957	-1 856	-34	-39	-445	-1 775	-3 445	-2 696	-1 078
Revenus des titres de créance (intérêts)	-1 336	-571	-630	-1 406	-783	-12 664	-4 042	-5 667	-6 537	-3 985
<i>Crédit</i>	1 048	1 158	2 434	1 468	1 587	4 067	5 073	1 329	1 636	2 112
<i>Débit</i>	-2 384	-1 729	-3 064	-2 874	-2 370	-16 731	-9 115	-6 996	-8 173	-6 097
Obligations et autres titres d'emprunt	-1 545	-802	-878	-1 810	-1 688	-15 045	-5 252	-5 697	-6 548	-4 356
<i>Crédit</i>	799	918	2 122	1 011	656	1 417	3 606	1 299	1 625	1 741
<i>Débit</i>	-2 344	-1 720	-3 000	-2 821	-2 344	-16 462	-8 858	-6 996	-8 173	-6 097
Autorités monétaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Administrations publiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Banques	688	688	1 678	281	-112	553	1 044	166	102	1 079
<i>Crédit</i>	767	918	1 872	724	656	757	1 077	1 180	1 492	1 685
<i>Débit</i>	-79	-230	-194	-443	-768	-204	-33	-1 014	-1 390	-606

Tableau A12 : Balance des paiements du Mali - Transactions au cours de la période (en millions de FCFA) (suite)

Période	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003*	2004	2005
Autres secteurs	-2 233	-1 490	-2 556	-2 091	-1 576	-15 598	-6 296	-5 863	-6 650	-5 435
Crédit	32		250	287		660	2 529	119	133	56
Débit	-2 265	-1 490	-2 806	-2 378	-1 576	-16 258	-8 825	-5 982	-6 783	-5 491
Instruments du marché monétaire	209	231	248	404	905	2 381	1 210	30	11	371
Crédit	249	240	312	457	931	2 650	1 467	30	11	371
Débit	-40	-9	-64	-53	-26	-269	-257	0	0	0
Autorités monétaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Administrations publiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Banques	209	231	248	404	905	2 381	1 210	30	11	371
Crédit	249	240	312	457	931	2 650	1 467	30	11	371
Débit	-40	-9	-64	-53	-26	-269	-257	0	0	0
Autres secteurs	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres investissements	-12 155	-18 652	-7 551	-12 948	-16 677	-7 980	-6 289	-16 621	-15 890	-23 986
Crédit	11 226	8 217	12 904	11 275	9 751	7 111	12 243	1 980	1 708	1 934
Débit	-23 381	-26 869	-20 455	-24 223	-26 428	-15 091	-18 532	-18 601	-17 598	-25 920
Autorités monétaires	6 161	3 177	3 352	2 294	2 458	1 629	865	864	606	355
Crédit	6 961	3 177	3 352	2 294	2 758	2 329	865	864	606	355
Débit	-800				-300	-700				
Administrations publiques	-13 900	-13 200	-11 200	-14 000	-15 600	-14 100	-16 800	-15 900	-16 064	-16 983
Crédit										
Débit	-13 900	-13 200	-11 200	-14 000	-15 600	-14 100	-16 800	-15 900	-16 064	-16 983
Banques	3 148	2 686	1 942	423	915	2 178	9 504	52	-213	146
Crédit	4 040	3 525	1 950	825	1 118	2 367	10 062	456	701	1 012
Débit	-892	-839	-8	-402	-203	-189	-558	-404	-914	-866
Autres secteurs	-7 564	-11 315	-1 645	-1 665	-4 450	2 313	142	-1 637	-219	-7 504
Crédit	225	1 515	7 602	8 156	5 875	2 415	1 316	660	401	567
Débit	-7 789	-12 830	-9 247	-9 821	-10 325	-102	-1 174	-2 297	-620	-8 071
Transferts courants	98 416	73 764	67 588	69 941	90 001	99 503	101 987	120 554	101 946	120 033
Crédit	111 654	88 665	89 465	89 741	111 901	117 834	126 887	154 312	132 762	150 882
Débit	-13 238	-14 901	-21 877	-19 800	-21 900	-18 331	-24 900	-33 758	-30 816	-30 849
Administrations publiques	52 308	31 140	27 588	24 101	45 658	48 394	30 840	67 384	51 375	61 087
Crédit	54 108	32 947	29 400	25 901	49 954	50 437	32 909	69 703	53 685	63 221
Débit	-1 800	-1 807	-1 812	-1 800	-4 296	-2 043	-2 069	-2 319	-2 310	-2 134
Autres secteurs (secteur privé)	46 108	42 624	40 000	45 840	44 343	51 109	71 147	53 170	50 571	58 946
Crédit	57 546	55 718	60 065	63 840	61 947	67 397	93 978	84 609	79 077	87 661
Débit	-11 438	-13 094	-20 065	-18 000	-17 604	-16 288	-22 831	-31 439	-28 506	-28 715
Envois de fonds des travailleurs	44 361	40 174	30 080	32 916	32 204	45 311	71 336	52 844	45 684	54 038
Crédit	55 377	52 198	48 360	50 510	49 251	60 164	88 165	80 709	72 944	80 837
Débit	-11 016	-12 024	-18 280	-17 594	-17 047	-14 853	-16 829	-27 865	-27 260	-26 799
Autres transferts	1 747	2 450	9 920	12 924	12 139	5 798	-189	326	4 887	4 908
Crédit	2 169	3 520	11 705	13 330	12 696	7 233	5 813	3 900	6 133	6 824
Débit	-422	-1 070	-1 785	-406	-557	-1 435	-6 002	-3 574	-1 246	-1 916
Compte de capital et d'opérations financières	126 406	112 397	128 719	149 444	185 353	220 489	107 401	130 523	229 285	243 583
Compte de Capital	70 610	65 013	73 142	69 734	74 907	101 858	100 105	96 212	108 647	108 590
Crédit	70 625	65 683	73 142	69 790	74 938	101 923	100 250	96 220	108 666	108 906
Débit	-15	-670	0	-56	-31	-65	-145	-8	-19	-316
Transferts de capital	70 625	65 607	73 142	69 790	74 938	101 923	100 250	96 220	108 666	108 906
Crédit	70 625	65 607	73 142	69 790	74 938	101 923	100 250	96 220	108 666	108 906
Débit	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Administrations publiques	69 800	63 400	70 280	68 800	71 600	95 900	96 750	90 838	98 651	102 552
Crédit	69 800	63 400	70 280	68 800	71 600	95 900	96 750	90 838	98 651	102 552
Débit	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Remises de dettes	0	0	0	0	2 600	23 100	27 500	30 138	28 651	30 052
Crédit	0	0	0	0	2 600	23 100	27 500	30 138	28 651	30 052
Débit										
Autres transferts publics de capital	69 800	63 400	70 280	68 800	69 000	72 800	69 250	60 700	70 000	72 500
Crédit	69 800	63 400	70 280	68 800	69 000	72 800	69 250	60 700	70 000	72 500
Débit										
Autres secteurs (privés)	825	2 207	2 862	990	3 338	6 023	3 500	5 382	10 015	6 354
Crédit	825	2 207	2 862	990	3 338	6 023	3 500	5 382	10 015	6 354
Débit	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts des migrants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Remises de dettes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres transferts privés de capital	825	2 207	2 862	990	3 338	6 023	3 500	5 382	10 015	6 354
Crédit	825	2 207	2 862	990	3 338	6 023	3 500	5 382	10 015	6 354
Débit				0	0	0	0	0	0	0

Tableau A12 : Balance des paiements du Mali - Transactions au cours de la période (en millions de FCFA) (suite)

Période	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003*	2004	2005
Acquisit* et cessions d'actifs non financ. non produits	-15	-594	0	-56	-31	-65	-145	-8	-19	-316
Crédit		76								
Débit	-15	-670		-56	-31	-65	-145	-8	-19	-316
Compte des opérations financières	55 796	47 384	55 577	79 710	110 446	118 631	7 296	34 311	120 638	134 993
Investissements directs	22 164	40 723	5 241	831	55 838	76 577	168 832	76 043	52 945	118 544
A l'étranger (par des résidents)	-795	3 960	9	-510	-2 857	-12 657	-1 097	-827	-413	495
Capital social	0	0	0	-10	-395	541	-237	-253	-890	-772
Créances sur les entreprises affiliées				-10	-395					
Engagements envers les entreprises affiliées						541	-237	-253	-890	-772
Bénéfices réinvestis	0	0	0	0	0	-562	0	0	0	0
Créances						-562				
Engagements										
Autres transactions	-795	3 960	9	-500	-2 462	-12 636	-860	-574	477	1 267
Créances sur les entreprises affiliées		-175	-450	-3 506	-495	-12 467	-1 094	-1 530	-780	446
Engagements envers les entreprises affiliées	-795	4 135	459	3 006	-1 967	-169	234	956	1 257	821
Dans l'économie déclarante (par des non-résidents)	22 959	36 763	5 232	1 341	58 695	89 234	169 929	76 870	53 358	118 049
Capital social	8 200	-2 599	81	-14 684	13 894	-59 321	178 639	32 812	-1 112	24 259
Créances sur les investisseurs directs	8 200	-2 599	81	-14 684	13 894	-59 321	178 639	37 669	12 768	45 260
Engagements envers les investisseurs directs	0	0	0	0	0	0	0	-4 857	-13 880	-21 001
Bénéfices réinvestis	7 869	10 259	20 592	33 910	17 424	84 751	50 337	-5 595	49628	20481
Créances				-871	-12 317	-2 968	-13 692	-5 600	-8 862	-18 810
Engagements	7 869	10 259	20 592	34 781	29 741	87 719	64 029	5	58 490	39 291
Autres transactions	6 890	29 103	-15 441	-17 885	27 377	63 804	-59 047	49 653	4 842	73 309
Créances sur les investisseurs directs		95	-28	-48	-14	-4 143	-131	-2 149	-3 863	-543
Engagements envers les investisseurs directs	6 890	29 008	-15 413	-17 837	27 391	67 947	-58 916	51 802	8 705	73 852
Investissements de portefeuille	254	-4 563	2 662	517	11 739	8 542	37 349	301	-1 391	-7 949
Avoirs	-572	-2 465	-2 632	-13 004	11 031	-563	-357	-15 724	-1 706	-9 504
Actions et autres titres de participation	-72	-61	2 317	-5	-61	-50	-430	89	-2 689	0
Autorités monétaires										
Administrations publiques										
Banques			2 253	-5						
Autres secteurs	-72	-61	64	0	-61	-50	-430	89	-2 689	0
Titres de créance	-500	-2 404	-4 949	-12 999	11 092	-513	73	-15 813	983	-9 504
Obligations et autres titres d'emprunts	-500	-2 397	-3 428	-7 349	5 092	-913	1 473	-15 787	984	-9 351
Autorités monétaires				0						
Administrations publiques			-1 175	-301						
Banques		-575	-800	-2 510	1 593	297	1 508	-7 237	-3 818	-8 560
Autres secteurs	-500	-1 822	-1 453	-4 538	3 499	-1 210	-35	-8 550	4 802	-791
Instruments du marché monétaire	0	-7	-1 521	-5 650	6 000	400	-1 400	-26	-1	-153
Autorités monétaires			5							
Administrations publiques										
Banques			-1 453	-5 650	6 000	400	-1 400	100	0	0
Autres secteurs		-7	-73					-126	-1	-153
Engagements	826	-2 098	5 294	13 521	708	9 105	37 706	16 025	315	1 555
Actions et autres titres de participation	1	91	-50	14 106	258	9 925	-1 437	525	-387	4 693
Banques		-105	-226	211	0	250	582	-229	250	2 501
Autres secteurs	1	196	176	13 895	258	9 675	-2 019	754	-637	2 192
Titres de créance - engagement	825	-2 189	5 344	-585	450	-820	39 143	15 500	702	-3 138
Obligations et autres titres d'emprunts	825	-2 189	0	0	400	-820	39 143	15 500	702	-1 338
Autorités monétaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Administrations publiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Banques	0	-2 189	0	0	0	0	0	0	620	-2 391
Autres secteurs	825	0	0	0	400	-820	39 143	15 500	82	1 053
Instruments du marché monétaire	0	0	5 344	-585	50	0	0	0	0	-1 800
Autorités monétaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Administrations publiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Banques	0	0	5 344	-585	0	0	0	0	0	-1 800
Autres secteurs	0	0	0	0	50	0	0	0	0	0
Produits financiers dérivés (net)	44	67	0	-21	-16	-20	-1	5	-208	-42
Autorités monétaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Administrations publiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Banques	0	-41	0	0	14	0	0	0	-33	17
Autres secteurs	44	108	0	-21	-30	-20	-1	5	-175	-59

Tableau A12 : Balance des paiements du Mali - Transactions au cours de la période (en millions de FCFA) (suite)

Période	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003*	2004	2005
Produits financiers dérivés, avoirs	0	0	0	0	-30	-20	15	5	-208	-42
Autorités monétaires										
Administrations publiques										
Banques									-33	17
Autres secteurs			0	0	-30	-20	15	5	-175	-59
Produits financiers dérivés, engagements	44	67	0	-21	14	0	-16	0	0	0
Autorités monétaires										
Administrations publiques										
Banques		-41			14					
Autres secteurs	44	108		-21			-16	0	0	0
Autres investissements	100 864	33 111	27 770	77 578	84 151	23 291	-88 101	83 891	-15 188	91 418
Avoirs	11 410	-49 826	-19 968	-27 942	-61 938	-64 293	-173 102	2 124	-69 131	-57 574
Crédits commerciaux	2 163	-24 978	-20 225	1 220	-15 275	-3 642	-59 385	-2 784	-29 211	-2 230
Administrations publiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres secteurs	2 163	-24 978	-20 225	1 220	-15 275	-3 642	-59 385	-2 784	-29 211	-2 230
Long terme				0	0	0	0	0	0	0
Court terme	2 163	-24 978	-20 225	1 220	-15 275	-3 642	-59 385	-2 784	-29 211	-2 230
Prêts	3 901	-24 175	11 370	3 946	-11 822	-39 865	30 359	-13 307	-2 573	3 153
Autorités monétaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Administrations publiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Banques	2 819	319	11 370	3 978	-11 817	-39 865	30 359	-13 294	-2 559	3 217
Long terme	-19 331	7 776	11 012	-928	-1 930	613	-5 220	-5 707	-2 878	2 914
Court terme	22 150	-7 457	358	4 906	-9 887	-40 478	35 579	-7 587	319	303
Autres secteurs	1 082	-24 494	0	-32	-5	0	0	-13	-14	-64
Long terme	1 082	-24 494								
Court terme				-32	-5			-13	-14	-64
Monnaie fiduciaire et dépôts	-364	-2 040	5 912	-35 917	-37 974	-21 764	-103 368	19 790	-38 532	-44 292
Autorités monétaires										
Administrations publiques					-1 005					
Banques	2 818	-1 362	5 916	-14 981	-20 050	-7 883	-3 902	20 056	-11 405	-1 095
Autres secteurs	-3 182	-678	-4	-20 936	-16 919	-13 881	-99 466	-266	-27 127	-43 197
Autres avoirs	5 710	1 367	-17 025	2 809	3 133	978	-40 708	-1 575	1 185	-14 205
Autorités monétaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Administrations publiques	0	0	0	0	0	0	0	0	-276	0
Banques	10 911	2 122	-16 486	13 402	1 633	688	-5 301	2 295	1 876	-1 658
Long terme				0	0	0	0	-94	0	0
Court terme	10 911	2 122	-16 486	13 402	1 633	688	-5 301	2 389	1 876	-1 658
Autres secteurs	-5 201	-755	-539	-10 593	1 500	290	-35 407	-3 870	-415	-12 547
Long terme										
Court terme	-5 201	-755	-539	-10 593	1 500	290	-35 407	-3 870	-415	-12 547
Engagements	89 454	82 937	47 738	105 520	146 089	87 584	85 001	81 767	53 943	148 992
Crédits commerciaux	19 783	-6 260	3 996	-2 251	54 276	51 951	-18 267	6 141	-954	8 147
Administrations publiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres secteurs	19 783	-6 260	3 996	-2 251	54 276	51 951	-18 267	6 141	-954	8 147
Long terme	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Court terme	19 783	-6 260	3 996	-2 251	54 276	51 951	-18 267	6 141	-954	8 147
Prêts	94 973	77 071	38 380	84 246	78 195	24 155	79 608	64 999	52 422	112 288
Autorités monétaires	11 670	23 045	1 790	6 924	-5 187	1 223	-13 344	-7 539	-16 595	-13 425
Utilisation des crédits et prêts du FMI	11 670	23 045	1 790	6 924	-5 187	1 223	-13 344	-7 539	-16 595	-13 425
Tirages			1 790	10 516	10 453	2 318	1 499	12 221	1 717	184
Remboursements		0		-3 592	-15 640	-1 095	-14 843	-19 760	-18 312	-13 609
Administrations publiques	82 200	49 000	58 000	60 300	62 900	81 700	61 000	60 700	45 826	83 400
Long terme	82 200	49 000	58 000	60 300	62 900	81 700	61 000	60 700	45 826	83 400
Tirages	143 100	88 000	83 900	91 700	95 000	119 400	102 600	97 500	82 800	122 900
Remboursements	-60 900	-39 000	-25 900	-31 400	-32 100	-37 700	-41 600	-36 800	-36 974	-39 500
Court terme	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Banques	162	440	7 645	10 511	-4 433	-2 065	6 912	1 832	9 479	5 220
Long terme	0	440	7 629	-508	2 333	-4 239	6 182	950	5 063	6 551
Tirages	0	440	7 629	-508	2 333	0	0	0	0	0
Remboursements	0	0	0	0	0	-4 239	6 182	950	5 063	6 551
Court terme	162	0	16	11 019	-6 766	2 174	730	882	4 416	-1 331
Autres secteurs	941	4 586	-29 055	6 511	24 915	-56 703	25 040	10 006	13 712	37 093
Long terme	941	4 586	6 854	-6 589	-52 600	-56 703	25 040	10 006	13 712	37 093
Tirages	941	4 799	6 919	10 725	0	11 796	27 182	14 609	19 952	39 560
FE - Tirages sur nouveaux emprunts par les autorités ou par d'autres secteurs pour le compte des autorités										0
FE - Rééchelonnement de dettes existantes										0
Autres	941	4 799	6 919	10 725		11 796	27 182	14 609	19 952	0

Tableau A12 : Balance des paiements du Mali - Transactions au cours de la période (en millions de FCFA) (suite)

Période	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003*	2004	2005
Remboursements	0	-213	-65	-17 314	-52 600	-68 499	-2 142	-4 603	-6 240	-2 467
FE - Remboursements anticipés										
Autres		-213	-65	-17 314	-52 600	-68 499	-2 142	-4 603	-6 240	-2 467
Court terme	0	0	-35 909	13 100	77 515	0	0	0	0	0
Autres			-35 909	13 100	77 515					
Monnaie fiduciaire et dépôts	-19 740	2 981	3 114	19 607	2 772	8 875	7 797	7 571	-5 328	40 430
Autorités monétaires	1 160	-661	-432	523	-306	685	1 183	732	-1 932	2 207
Administrations publiques										
Banques	-20 900	3 642	3 546	19 084	3 078	8 190	6 614	6 839	-3 396	38 223
Autres secteurs										
Autres engagements	-5 562	9 145	2 248	3 918	10 846	2 603	15 863	3 056	7 803	-11 873
Autorités monétaires	-5 913	6 593	-847	510	-129	-160	656	-567	2 100	-2 257
Long terme	-5 913	6 593	-847	510	-129	-160	656	-567	0	0
Court terme	0	0	0	0	0	0	0	0	2 100	-2 257
Administrations publiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Banques	0	0	0	0	0	0	4 517	-2 241	4 991	-260
Long terme										
Court terme	0	0	0	0	0	0	4 517	-2 241	4 991	-260
Autres secteurs	351	2 552	3 095	3 408	10 975	2 763	10 690	5 864	712	712
Long terme										
Court terme	351	2 552	3 095	3 408	10 975	2 763	10 690	5 864	712	-9 356
Avoirs de réserve	-67 530	-21 954	19 904	805	-41 266	10 241	-110 783	-125 929	84 480	-66 978
Or monétaire										0
Droits de tirages spéciaux	73	128	-10	-300	282	-208	255	-539	175	166
Position de réserve au FMI	-18	-3	-17	-204	1	-51	0	-39	-76	-2 398
Devises étrangères	-67 585	-22 079	19 931	1 309	-41 388	10 500	-111 038	-125 351	84 381	-64 746
Monnaie fiduciaire et dépôts	-67 585	-22 079	19 931	1 309	-41 388	10 500	-111 038	-125 351	84 381	-64 746
Autres créances					-161					0
Erreurs et omissions nettes	7 006	-8 265	-5 898	6 311	-4 139	6 783	-3 681	26 967	-13 233	-12 700

*Rupture de série des avoirs de réserve à partir de 2003 suite au changement de base de détermination de la circulation fiduciaire.

Source : BCEAO.

Tableau A13 : Position extérieure globale du Mali - Avoirs et engagements extérieurs en fin de période
(en millions de FCFA)

avril 2, 2007

Période	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003*	2004	2005
Position extérieure, nette	-1 070 151	-1 616 242	-1 566 838	-1 684 285	-1 736 041	-1 749 619	-1 599 087	-1 615 001	-1 712 271	-1 717 586
Avoirs	352 610	358 009	353 582	439 498	420 978	499 520	765 963	705 844	679 351	751 634
Investissements directs à l'étranger	968	-4 106	-29	440	448	11 811	1 294	3 432	4 902	4 374
Capital social et bénéfices réinvestis	934	0	0	10	395	21	237	2 703	3 593	3 677
Créances sur les entreprises affiliées	934			10	395	21	237	2 703	3 593	3 677
Engagements envers les entreprises affiliées (-) *				0	0	0	0	0	0	0
Autres capitaux	34	-4 106	-29	430	53	11 790	1 057	729	1 309	697
Créances sur les entreprises apparentées	34			430	53	11 790	1 057	729	1 309	697
Engagements envers les entreprises apparentées (-)				0	0	0	0	0	0	0
Investissements de portefeuille	31 496	2 700	4 159	32 191	20 016	26 029	25 728	51 059	46 609	36 554
Actions et autres titres de participation	497	303	154	153	1 230	283	915	589	3 076	3 761
Banques	255		146	145	1 169	233	435	203	1	3 679
Autres secteurs	242	303	8	8	61	50	480	386	3 075	82
Titres de créance	30 999	2 397	4 005	32 038	18 786	25 746	24 813	50 470	43 533	32 793
Obligations et autres titres d'emprunt	25 460	575	2 552	24 388	17 636	24 646	21 263	49 824	43 382	32 620
Banques	24 960		2 177	9 549	6 862	12 662	9 809	29 820	28 204	31 279
Autres secteurs	500	575	375	14 839	10 774	11 984	11 454	20 004	15 178	1 341
Instruments du marché monétaire	5 539	1 822	1 453	7 650	1 150	1 100	3 550	646	151	173
Banques	3 500			7 650	1 150	1 100	3 550	500	150	0
Autres secteurs	2 039	1 822	1 453	0	0	0	0	146	1	173
Produits financiers dérivés	0	7	75	21	30	50	51	30	238	242
Dont Autres secteurs		7	75	21	30	50	51	30	238	92
Autres investissements	94 188	111 079	120 814	179 066	130 409	202 113	368 699	156 224	217 155	233 069
Crédits commerciaux	11 544	35 677	47 382	29 052	30 224	25 626	85 733	17 271	41 932	29 126
Administrations publiques										
Autres secteurs	11 544	35 677	47 382	29 052	30 224	25 626	85 733	17 271	41 932	29 126
Prêts	21 989	21 419	9 748	5 802	17 609	52 467	22 108	30 629	33 189	30 022
Autorités monétaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Administrations publiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Banques	21 494	21 118	9 748	5 770	17 587	52 467	22 108	30 616	33 175	29 958
Long terme	19 331	11 555	543	1 471	3 401	528	5 748	6 669	9 547	6 633
Court terme	2 163	9 563	9 205	4 299	14 186	51 939	16 360	23 947	23 628	23 325
Autres secteurs	495	301	0	32	22	0	0	13	14	64
Monnaie fiduciaire et dépôts	49 401	49 546	42 942	127 124	69 238	114 113	218 213	95 491	131 167	162 816
Autorités monétaires										
Administrations publiques					1 005					
Banques	47 496	48 858	42 942	57 923	51 627	85 856	93 184	73 128	84 533	81 468
Autres secteurs	1 905	688		69 201	16 606	28 257	125 029	22 363	46 634	81 348
Autres avoirs	11 254	4 437	20 742	17 088	13 338	9 907	42 645	12 833	10 867	11 105
Autorités monétaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Administrations publiques	0	0	0	0	0	0	0	0	276	0
Banques	2 580	458	16 944	3 542	1 783	1 095	-1 023	-3 350	-5 320	-3 662
Long terme				0	0	0	0	94	0	0
Court terme	2 580	458	16 944	3 542	1 783	1 095	-1 023	-3 444	-5 320	-3 662
Autres secteurs	8 674	3 979	3 798	13 546	11 555	8 812	43 668	16 183	15 911	14 767
Avoirs de réserve	225 958	248 329	228 563	227 780	270 075	259 517	370 191	495 099	410 447	477 395
Or monétaire				0	0	0	0	0	0	0
Droits de tirage spéciaux	156	38	49	349	76	279	24	497	315	148
Position de réserve au FMI	6 556	6 966	7 120	7 346	8 365	8 265	8 156	7 240	7 151	9 520
Devises étrangères	219 246	241 325	221 394	220 085	261 473	250 973	362 011	487 362	402 981	467 727
Titres	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres créances					161					

Tableau A13 : Position extérieure globale du Mali - Avoirs et engagements extérieurs en fin de période
(en millions de FCFA) (suite)

avril 2, 2007

Période	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003*	2004	2005
Engagements	1 422 761	1 974 251	1 920 420	2 123 783	2 157 019	2 249 139	2 365 050	2 320 845	2 391 622	2 469 230
Investissements directs de l'étranger dans l'économie	33 562	272 366	174 230	148 935	93 310	156 625	327 861	354 537	364 246	484 639
Capital social et bénéfices réinvestis	24 388	21 923	58 676	51 266	55 809	60 940	288 752	286 381	328 857	363 962
Autres capitaux	9 174	250 443	115 554	97 669	37 501	95 685	39 109	68 156	35 389	120 677
Investissements de portefeuille	2 798	2 714	5 823	26 792	3 335	12 432	47 804	24 366	7 893	18 611
Actions et autres titres de participation	489	525	279	24 167	535	10 452	8 661	8 866	7 811	12 483
Banques	487	329	103	277	277	527	1 109	880	834	3 635
Autres secteurs	2	196	176	23 890	258	9 925	7 552	7 986	6 977	8 848
Titres de créance	2 309	2 189	5 544	2 625	2 800	1 980	39 143	15 500	82	6 128
Obligations et autres titres d'emprunt	2 309	2 189	5 544	2 625	2 800	1 980	39 143	15 500	82	6 128
Dont Autres secteurs	2 309	2 189	5 544	2 625	2 800	1 980	39 143	15 500	82	1 053
Instruments du marché monétaire	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Produits financiers dérivés	44	149	0	0	14	0	0	0	0	17
Autres secteurs	44	149	0	0	14	0	0	0	0	0
Autres investissements	1 386 357	1 699 022	1 740 367	1 948 056	2 060 360	2 080 082	1 989 385	1 941 942	2 019 483	1 965 963
Crédits commerciaux	30 015	22 847	14 545	35 089	75 179	115 893	97 471	35 052	29 868	32 404
Administrations publiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres secteurs	30 015	22 847	14 545	35 089	75 179	115 893	97 471	35 052	29 868	32 404
Prêts	1 339 559	1 648 014	1 700 159	1 860 060	1 922 265	1 886 366	1 779 518	1 800 710	1 892 618	1 812 513
Autorités monétaires	85 816	103 536	107 363	117 879	128 332	127 237	112 394	92 634	74 322	60 713
Utilisation des crédits et prêts du FMI	85 816	103 536	107 363	117 879	128 332	127 237	112 394	92 634	74 322	60 713
Administrations publiques	1 252 500	1 538 464	1 576 937	1 638 403	1 617 900	1 666 100	1 611 306	1 646 518	1 739 848	1 674 487
Long terme	1 252 500	1 538 464	1 576 937	1 638 403	1 617 900	1 666 100	1 611 306	1 646 518	1 739 848	1 674 487
Court terme										
Banques	162	440	8 085	18 596	14 163	12 098	19 010	20 842	30 321	35 528
Long terme		440	8 069	7 561	9 894	5 655	11 837	12 787	17 850	24 401
Court terme	162		16	11 035	4 269	6 443	7 173	8 055	12 471	11 127
Autres secteurs	1 081	5 574	7 774	85 182	161 870	80 931	36 808	40 716	48 127	41 785
Monnaie fiduciaire et dépôts	15 819	18 065	21 138	40 745	43 544	56 470	80 629	90 648	78 702	128 861
Autorités monétaires	2 568	1 627	1 195	1 718	1 412	1 932	3 111	3 843	1 911	4 118
Administrations publiques										
Banques	13 251	16 438	19 943	39 027	42 132	54 538	77 518	86 805	76 791	124 743
Autres secteurs										
Autres engagements	964	10 096	4 525	12 162	19 372	21 353	31 767	15 532	18 295	-7 815
Autorités monétaires	-5 913	680	-167	343	214	51	707	140	2 240	-17
Long terme										
Court terme	-5 913	680	-167	343	214	51	707	140	2 240	-17
Administrations publiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Banques	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres secteurs	6 877	9 416	4 692	11 819	19 158	21 302	31 060	15 392	16 055	-7 798

*Rupture de série des avoirs de réserve à partir de 2003 suite au changement de base de détermination de la circulation fiduciaire.

Source : BCEAO.

Tableau A14 : Balance des paiements du Mali - Transactions au cours de la période (en millions de FCFA)

Présentation "OPTIQUE BCEAO"

Période	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003*	2004	2005
Compte des transactions courantes	-133 412	-104 132	-122 821	-155 755	-181 214	-227 272	-103 720	-157 490	-216 052	-230 883
Biens	-60 686	9 188	-1 206	-21 248	-33 409	-7 008	113 370	-35 160	-61 515	-76 265
Crédit	221 414	327 704	328 131	351 573	388 130	531 590	609 944	539 262	515 835	580 673
Débit	-282 100	-318 516	-329 337	-372 821	-421 539	-538 598	-496 574	-574 422	-577 350	-656 938
Marchandises générales	-99 978	-108 156	-134 337	-160 423	-221 454	-359 469	-285 966	-357 610	-333 058	-434 855
Crédit	181 525	210 360	195 000	209 076	198 507	177 253	206 736	210 214	242 172	221 071
Débit	-281 503	-318 516	-329 337	-369 499	-419 961	-536 722	-492 702	-567 824	-575 230	-655 926
Autres biens	39 292	117 344	133 131	139 175	188 045	352 461	399 336	322 450	271 543	358 590
Crédit	39 889	117 344	133 131	142 497	189 623	354 337	403 208	329 048	273 663	359 602
Débit	-597	0	0	-3 322	-1 578	-1 876	-3 872	-6 598	-2 120	-1 012
Services	-149 129	-156 917	-159 235	-161 313	-167 905	-198 057	-151 667	-149 936	-153 552	-165 492
Crédit	47 001	47 378	49 219	67 722	70 516	110 820	118 082	130 337	127 395	144 678
Débit	-196 130	-204 295	-208 454	-229 035	-238 421	-308 877	-269 749	-280 273	-280 947	-310 170
Transports	-114 987	-117 670	-120 502	-130 129	-146 320	-176 583	-145 639	-156 720	-164 909	-171 930
Crédit	14 751	14 635	14 997	19 878	23 569	17 439	14 639	24 790	16 184	18 511
Débit	-129 738	-132 305	-135 499	-150 007	-169 889	-194 022	-160 278	-181 510	-181 093	-190 441
dont: Fret	-107 409	-108 895	-112 330	-127 085	-136 960	-158 163	-127 557	-135 058	-133 229	-143 403
Crédit	3 770	3 850	4 191	4 797	12 156	13 587	13 215	17 930	13 326	13 357
Débit	-111 179	-112 745	-116 521	-131 882	-149 116	-171 750	-140 772	-152 988	-146 555	-156 760
Voyages	-8 078	-8 490	-8 174	-6 047	55	38 494	47 230	46 679	39 052	37 688
Crédit	12 322	13 692	14 455	18 534	28 724	64 648	72 478	74 331	74 170	78 258
Débit	-20 400	-22 182	-22 629	-24 581	-28 669	-26 154	-25 248	-27 652	-35 118	-40 570
Serv. Fournis/reçus par les adm pub., p.c.c	-3 296	-5 274	-5 017	-3 217	-2 958	2 450	8 605	7 141	5 717	8 219
Crédit	10 126	7 081	7 511	9 863	4 870	7 961	13 765	9 610	7 629	10 971
Débit	-13 422	-12 355	-12 528	-13 080	-7 828	-5 511	-5 160	-2 469	-1 912	-2 752
Autres services	-22 768	-25 483	-25 542	-21 920	-18 682	-62 418	-61 863	-47 036	-33 412	-39 469
Crédit	9 802	11 970	12 256	19 447	13 353	20 772	17 200	21 606	29 412	36 938
Débit	-32 570	-37 453	-37 798	-41 367	-32 035	-83 190	-79 063	-68 642	-62 824	-76 407
Revenus	-22 013	-30 167	-29 968	-43 135	-69 901	-121 710	-167 410	-92 948	-102 931	-109 159
Crédit	13 609	11 097	17 286	19 295	14 633	16 225	25 171	12 393	12 667	35 715
Débit	-35 622	-41 264	-47 254	-62 430	-84 534	-137 935	-192 581	-105 341	-115 598	-144 874
Rémunération des salaires	676	851	692	1 867	1 147	2 248	3 472	3 061	2 686	2 847
Crédit	1 262	1 339	1 469	2 630	2 840	4 466	7 778	8 679	9 185	12 618
Débit	-586	-488	-777	-763	-1 693	-2 218	-4 306	-5 618	-6 499	-9 771
Revenus des investissements	676	851	692	1 867	1 147	2 248	3 472	3 061	2 686	2 847
Crédit	1 262	1 339	1 469	2 630	2 840	4 466	7 778	8 679	9 185	12 618
Débit	-586	-488	-777	-763	-1 693	-2 218	-4 306	-5 618	-6 499	-9 771
Dont intérêts sur dette publique	-13 900	-13 200	-11 200	-14 000	-15 600	-14 100	-16 800	-15 900	-16 064	-16 983
Crédit										
Débit	-13 900	-13 200	-11 200	-14 000	-15 600	-14 100	-16 800	-15 900	-16 064	-16 983
Transferts courants	98 416	73 764	67 588	69 941	90 001	99 503	101 987	120 554	101 946	120 033
Crédit	111 654	88 665	89 465	89 741	111 901	117 834	126 887	154 312	132 762	150 882
Débit	-13 238	-14 901	-21 877	-19 800	-21 900	-18 331	-24 900	-33 758	-30 816	-30 849
Administrations publiques	52 308	31 140	27 588	24 101	45 658	48 394	30 840	67 384	51 375	61 087
Crédit	54 108	32 947	29 400	25 901	49 954	50 437	32 909	69 703	53 685	63 221
Débit	-1 800	-1 807	-1 812	-1 800	-4 296	-2 043	-2 069	-2 319	-2 310	-2 134
Autres secteurs (secteur privé)	46 108	42 624	40 000	45 840	44 343	51 109	71 147	53 170	51 571	58 946
Crédit	57 546	55 718	60 065	63 840	61 947	67 397	93 978	84 609	79 077	87 661
Débit	-11 438	-13 094	-20 065	-18 000	-17 604	-16 288	-22 831	-31 439	-28 506	-28 715
Compte de capital et d'opérat^o fin.	191 209	100 318	97 539	116 642	256 187	248 488	189 800	255 705	165 194	290 639
Compte de capital	70 610	65 013	73 142	69 734	74 907	101 858	100 105	96 212	108 647	108 590
Transferts de capital	70 625	65 607	73 142	69 790	74 938	101 923	100 250	96 220	108 666	108 906
Crédit	70 625	65 607	73 142	69 790	74 938	101 923	100 250	96 220	108 666	108 906
Débit	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Administrations publiques	69 800	63 400	70 280	68 800	71 600	95 900	96 750	90 838	98 651	102 552
Crédit	69 800	63 400	70 280	68 800	71 600	95 900	96 750	90 838	98 651	102 552
Débit	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Remises de dettes	0	0	0	0	2 600	23 100	27 500	30 138	28 651	30 052
Crédit	0	0	0	0	2 600	23 100	27 500	30 138	28 651	30 052
Débit	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres transferts publics de capital	69 800	63 400	70 280	68 800	69 000	72 800	69 250	60 700	70 000	72 500
Crédit	69 800	63 400	70 280	68 800	69 000	72 800	69 250	60 700	70 000	72 500
Débit	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres secteurs (privés)	825	2 207	2 862	990	3 338	6 023	3 500	5 382	10 015	6 354
Crédit	825	2 207	2 862	990	3 338	6 023	3 500	5 382	10 015	6 354
Débit	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Acquis/cess^o actifs non fin. non prdts	-15	-594	0	-56	-31	-65	-145	-8	-19	-316
Crédit	0	76	0	0	0	0	0	0	0	0
Débit	-15	-670	0	-56	-31	-65	-145	-8	-19	-316

Tableau A14 : Balance des paiements du Mali - Transactions au cours de la période (en millions de FCFA) (suite)

Présentation "OPTIQUE BCEAO"

Période	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003*	2004	2005
Compte d'opérations financières	120 599	35 305	24 397	46 908	181 280	146 630	89 695	159 493	56 547	182 049
Investissements directs	22 164	40 723	5 241	831	55 838	76 577	168 832	76 043	52 945	118 544
Crédit	24 144	43 365	21 136	31 564	75 738	111 287	258 332	94 147	99 036	167 360
Débit	-1 980	-2 642	-15 895	-30 733	-19 900	-34 710	-89 500	-18 104	-46 091	-48 816
A l'étranger (par des résidents)	-795	3 960	9	-510	-2 857	-12 657	-1 097	-827	-413	495
Crédit	139	4 136	459	3 006	1 394	217	741	1 521	2 108	1 981
Débit	-934	-176	-450	-3 516	-4 251	-12 874	-1 838	-2 348	-2 521	-1 486
Dans l'économie déclarante (par non-résidents)	22 959	36 763	5 232	1 341	58 695	89 234	169 929	76 870	53 358	118 049
Crédit	24 005	39 229	20 677	28 558	74 344	111 070	257 591	92 626	96 928	165 379
Débit	-1 046	-2 466	-15 445	-27 217	-15 649	-21 836	-87 662	-15 756	-43 570	-47 330
Investissements de portefeuille	298	-4 391	3 888	8 450	4 080	7 575	36 658	7 672	1 349	2 259
Crédit	870	304	5 789	13 970	4 171	9 951	39 251	16 680	5 847	1 087
Débit	-572	-4 695	-1 901	-5 520	-91	-2 376	-2 593	-9 008	-4 498	1 172
A l'étranger (par des résidents)	-572	-2 465	-1 832	-4 860	3 408	-1 280	-466	-8 582	1 904	-1 003
Crédit			69		3 499		397	235	5 534	16
Débit	-572	-2 465	-1 901	-4 860	-91	-1 280	-863	-8 817	-3 630	-1 019
Dans l'économie déclarante (par non-résidents)	870	-1 926	5 720	13 310	672	8 855	37 124	16 254	-555	3 262
Crédit	870	304	5 720	13 970	672	9 951	38 854	16 445	313	1 071
Débit		-2 230		-660		-1 096	-1 730	-191	-868	2 191
Autres investissements	98 137	-1 027	15 268	37 627	121 362	62 478	-115 795	75 778	2 253	61 246
Crédit	173 189	111 070	104 703	137 145	255 631	222 424	191 050	144 996	134 800	224 897
Débit	-75 052	-112 097	-89 435	-99 518	-134 269	-159 946	-306 845	-69 218	-132 547	-163 651
A l'étranger (par des résidents)	-5 138	-50 905	-20 768	-30 341	-31 704	-17 233	-194 258	-6 933	-57 043	-58 038
Crédit	5 592	3 533	2 678	8 132	5 229	16 466	16 259	14 556	17 843	13 727
Débit	-10 730	-54 438	-23 446	-38 473	-36 933	-33 699	-210 517	-21 489	-74 886	-71 765
Administrations publiques	0	0	0	0	-1 005	0	0	0	-276	0
Crédit										
Débit					-1005				-276	0
Dans l'économie déclarante (par non-résidents)	103 275	49 878	36 036	67 968	153 066	79 711	78 463	82 711	59 296	119 284
Crédit	167 597	107 537	102 025	129013	250402	205958	174791	130440	116957	211170
Débit	-64 322	-57 659	-65 989	-61 045	-97 336	-126 247	-96 328	-47 729	-57 661	-91 886
Administrations publiques	82 200	49 000	58 000	60 300	62 900	81 700	61 000	60 700	45 826	83 400
Crédit	143 100	88 000	83 900	91700	95000	119400	102600	97500	82800	122900
Débit	-60 900	-39 000	-25 900	-31400	-32100	-37700	-41600	-36800	-36974	-39500
Autres secteurs	21 075	878	-21 964	7 668	90 166	-1 989	17 463	22 011	13 470	35 884
Crédit	24 497	19 537	18 125	37 313	155 402	86 558	72 191	32 940	34 157	88 270
Débit	-3 422	-18 659	-40 089	-29 645	-65 236	-88 547	-54 728	-10 929	-20 687	-52 386
Erreurs et omissions nettes	7 006	-8 265	-5 898	6 311	-4 139	6 783	-3 681	26 967	-13 233	-12 700
Solde global	64 803	-12 079	-31 180	-32 802	70 834	27 999	82 399	125 182	-64 091	47 056
Avoirs et engagements extérieurs	-64 803	12 079	31 180	32 802	-70 834	-27 999	-82 399	-125 182	64 091	-47 056
Crédit	57 247	68 369	61 127	87 413	29 205	41 961	103 948	63 750	125 610	83 633
Débit	-122 050	-56 290	-29 947	-54 611	-100 039	-69 960	-186 347	-188 932	-61 519	-130 689
Autorités monétaires	-60 613	7 023	20 415	8 762	-46 888	11 989	-122 288	-133 303	68 053	-80 453
Crédit	13 416	30 173	23 896	12 983	12 162	14 810	4 489	15 012	88 528	2 558
Débit	-74 029	-23 150	-3 481	-4 221	-59 050	-2 821	-126 777	-148 315	-20 475	-83 011
Avoirs	-67 530	-21 954	19 904	805	-41 266	10 241	-110 783	-125 929	84 480	-66 978
Crédit	303	535	20 069	1 428	1 543	11 705	882	1 531	84 711	167
Débit	-67 833	-22 489	-165	-623	-42 809	-1 464	-111 665	-127 460	-231	-67 145
Engagements	6 917	28 977	511	7 957	-5 622	1 748	-11 505	-7 374	-16 427	-13 475
Crédit	13 113	29 638	3 827	11 555	10 619	3 105	3 607	13 481	3 817	2 391
Débit	-6 196	-661	-3 316	-3 598	-16 241	-1 357	-15 112	-20 855	-20 244	-15 866
Contreparties de réévaluation comptes du FMI	2 195	5 742	-1 899	-3 570	-14 611	2 162	1 390	11 200	1 545	154
Crédit	2 416	5 742	138	22	1 029	2 318	1 499	12 221	1 717	184
Débit	-221		-2 037	-3 592	-15 640	-156	-109	-1 021	-172	-30
Banques	-4 190	5 056	10 765	24 040	-23 946	-39 988	39 889	8 121	-3 962	33 397
Crédit	43 831	38 196	37 231	74 430	17 043	27 151	99 459	48 738	37 082	81 075
Débit	-48 021	-33 140	-26 466	-50 390	-40 989	-67 139	-59 570	-40 617	-41 044	-47 678
Avoirs	16 548	1 079	0	-5 766	-22 641	-46 363	21 264	1 920	-15 906	-8 096
Crédit	43 666	32 446	23 833	37 358	9 900	11 084	66 857	37 878	17 775	23 002
Débit	-27 118	-31 367	-23 833	-43 124	-32 541	-57 447	-45 593	-35 958	-33 681	-31 098
Engagements	-20 738	3 977	10 765	29 806	-1 305	6 375	18 625	6 201	11 944	41 493
Crédit	165	5 750	13 398	37 072	7 143	16 067	32 602	10 860	19 307	58 073
Débit	-20 903	-1 773	-2 633	-7 266	-8 448	-9 692	-13 977	-4 659	-7 363	-16 580

*Rupture de série des avoirs de réserve à partir de 2003 suite au changement de la base de détermination de la circulation fiduciaire.

Source : BCEAO.



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga
BP 3108 - Dakar - Sénégal
www.bceao.int